



Fonds Lives and Livelihoods

Rapport annuel 2018



Transformer l'avenir

Etendre notre couverture. Garantir la pérennité.



صندوق أبوظبي للتنمية
ABU DHABI FUND FOR DEVELOPMENT

BILL & MELINDA
GATES foundation

IsDB
البنك الإسلامي للتنمية
Banque Islamique de Développement



مركز الملك سلمان للإغاثة والأعمال الإنسانية
KING SALMAN HUMANITARIAN AID & RELIEF CENTRE



QATAR FUND
FOR DEVELOPMENT
صندوق قطر للتنمية

Avant-propos de S.E. le Président de la Banque Islamique de Développement



Je me réjouis de constater que le Fonds LLF compte aujourd'hui trois ans d'âge. Depuis son lancement en 2016, le Fonds LLF est devenu un véritable moteur du développement dans 33 de nos pays membres les moins avancés et à revenu intermédiaire inférieur, en permettant à ces pays de bénéficier de plus d'un milliard USD de financement concessionnels approuvés jusque-là pour le développement social.

A fin 2018, les financements LLF étaient constitués de 19 projets dans 18 pays, répartis à travers l'Afrique subsaharienne, le Maghreb, le Moyen-Orient, l'Europe centrale et l'Asie du Sud-Est.

Les financements fortement concessionnels offerts par le Fonds LLF servent à satisfaire les besoins en développement de nos pays membres, par le biais de projets à fort impact dans les secteurs de la santé, de l'agriculture et des infrastructures de base.

Ce faisant, les financements du Fonds LLF aident la Banque Islamique de Développement (BID) à plus que doubler ses ressources concessionnelles destinées à ses pays membres qui en ont le plus besoin pour permettre à leurs citoyens les moins favorisés de vivre dans la dignité.

Dès le premier jour de mon mandat de Président du Groupe de la BID, j'ai mis la priorité sur l'élaboration d'un nouveau modèle d'entreprise visant à préserver les acquis du passé, en nous ménageant une position d'acteur majeur pour l'avenir. Ce nouveau modèle doit accroître les avantages concurrentiels de nos pays membres. Dans le Programme quinquennal du Président (P5P), j'ai donc défini une feuille de route portant principalement sur la réalisation des objectifs selon une approche plus dynamique axée sur les résultats. Notre nouveau modèle est désormais opérationnel et prend de l'élan. Avec le concours de tous les acteurs, nous renforçons les chaînes de valeur locales de bout en bout, développons la finance islamique et mettons le pouvoir de la science,

de la technologie et de l'innovation au service du développement.

Qui plus est, l'ambitieux plan de transformation que j'ai initié, a déjà permis d'obtenir des résultats tangibles et positifs dont :

- ◆ Le changement de rôle de la BID qui devient une banque de « Transformateurs » attentive aux exigences de ses clients et axée sur les résultats ;
- ◆ La rationalisation du portefeuille de projets pour plus de qualité, d'efficacité et d'efficacités du développement ;
- ◆ La décentralisation de notre institution ; la plupart de nos collègues étant désormais en poste sur le terrain, donc plus proches de nos pays membres ; et
- ◆ Le déploiement d'une nouvelle politique de passation des marchés, accompagnée de ses procédures et directives, destinées à rationaliser la mise en œuvre des projets.

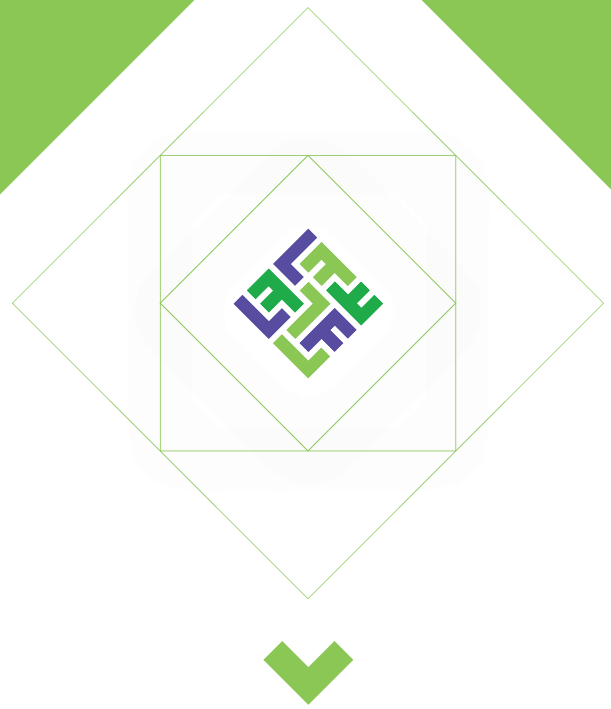
Je suis convaincu que l'Unité de Gestion du Fonds LLF (UGLLF), en collaboration avec toutes les entités concernées de la Banque, s'assurera d'exploiter ces changements pour accélérer la mise en œuvre et le décaissement des projets approuvés par le Comité d'Impact (*i.e. Conseil d'Administration du Fonds LLF*).

Les sept nouveaux projets qui se sont ajoutés en 2018 au portefeuille actif du Fonds LLF, vont élargir la couverture géographique et renforcer l'impact du Fonds dans l'assistance qu'il apporte aux pays membres éligibles par des financements concessionnels, pour répondre à leurs besoins en développement les plus urgents, tout en assurant leur pérennité.

Tous ensemble, nous traduirons notre lutte contre la pauvreté en des acquis durables, grâce au Fonds LLF. Nous n'y parviendrons qu'avec nos partenaires. Le Groupe de la BID reste engagé et se tient prêt à collaborer avec tous les acteurs, pour la réalisation de notre ambition commune. Je tiens à remercier les donateurs et fondateurs du Fonds LLF pour leur soutien significatif.

Dr. Bandar M. H. Hajjar

Président, Groupe de la Banque Islamique de Développement et Président du Conseil des Directeurs Exécutifs



Lettre du Président du Conseil d'Administration (Comité d'Impact)



Chers amis du Fonds LLF,

En tant que président du Conseil d'Administration du Fonds pour l'année 2018, j'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel du Fonds LLF pour l'exercice 2018.

Cette année a été marquée par trois événements majeurs : la tenue de la première réunion du Comité de Revue Technique (CRT) pour le Fonds, la troisième réunion du Comité d'Impact organisée à Djeddah au siège de la BID, et le franchissement du seuil d'un milliard USD de financements concessionnels approuvés par le Fonds LLF, pour des projets vitaux de développement social.

En août 2018, la Fondation Bill et Melinda Gates a accueilli, à Londres, la première réunion du CRT, en présence des représentants de tous les partenaires et donateurs du Fonds. Le CRT a analysé le pipeline des nouveaux projets proposés pour 2018, projet par projet, en appliquant les critères de sélection du Fonds. Le CRT a formulé des recommandations pour le renforcement de la Pertinence, de la Préparation et des Produits attendus (les 3P) des projets soumis.

Plus tard, en octobre 2018, s'est tenue la troisième réunion du Comité d'Impact qui a approuvé un troisième lot de projets d'un montant total de 484 millions USD, pour le développement dans les trois secteurs d'intervention du Fonds LLF : la santé, l'agriculture et les infrastructures de base. Par ailleurs, la 3ème session du Comité d'Impact a approuvé, dans le principe, l'admission d'un nouveau partenaire donateur (DFID) et s'est engagée à poursuivre et conclure la procédure officielle d'adhésion.



Les nouveaux projets approuvés en 2018 illustrent deux développements du Fonds : l'évolution vers une meilleure couverture géographique des pays membres de la BID en termes d'espace et de qualité d'une part, et de l'autre, le franchissement du seuil d'un milliard USD d'approbations concessionnelles.

En tant que président du Comité d'Impact pour cette année charnière, cela a été un privilège que de travailler avec une équipe de donateurs et d'agences d'exécution totalement engagée à renforcer l'efficacité et la performance dans la mise en œuvre des projets sur le terrain.

C'est avec plaisir que je vous informe également que la majorité des projets approuvés pendant les années précédentes sont en phase, soit de signature, soit de mise en vigueur, ou encore, pour certains, ont vu leurs premiers décaissements effectués.

Ensemble, nous avons pris l'audacieuse décision de créer ce Fonds si novateur. C'est ensemble que nous allons veiller à ce que les financements concessionnels que nous approuvons fassent une différence significative en sortant hors de la pauvreté absolue les plus démunis et assurent la réalisation des ODD.

Je voudrais vous remercier tous pour votre soutien et votre engagement sans relâche dans cette entreprise innovante et exceptionnelle.

Veuillez croire à mes sentiments distingués.

S.E. Dr Waleed Alwaheeb

Président du Conseil d'Administration du Fonds LLF
Directeur général du FSID



➤ Faits marquants de l'exercice

Première réunion du Comité de Revue Technique (CRT)

Les experts représentant tous les donateurs du Fonds LLF ont pris part à la première réunion du Comité de Revue Technique (CRT), accueillie à Londres par la Fondation Bill et Melinda Gates, les 9 et 10 août 2018. Les principaux points à son ordre du jour étaient liés à l'examen du pipeline des nouveaux projets pour 2018 et à l'évolution du portefeuille du Fonds LLF.

Le CRT est un sous-comité technique du Comité d'Impact du Fonds LLF. Il est composé d'experts de toutes les institutions donatrices représentées au Comité d'Impact. Il assiste le Comité d'Impact en examinant les projets potentiels pour s'assurer qu'ils sont prêts pour leur présentation en vue de leur approbation. Le CRT accompagne également le Conseil d'Administration en faisant le point sur le portefeuille et les projets existants pour ensuite leur faire un rapport avec toute recommandation pertinente quant à leur traitement ou leur mise en œuvre.

Etant donné qu'il s'agissait de sa première réunion, le CRT a discuté et convenu de son rôle, des nouvelles procédures de la BID relatives au traitement et de l'assurance qualité des projets dans le cadre de la coopération multilatérale pour le développement, et enfin de l'amélioration de l'exécution, des décaissements et des étapes ultérieures. Le Comité a également finalisé le nouveau lot de projets à soumettre pour approbation lors de la session du Comité d'Impact prévue en Octobre 2018.



Donateurs et équipe du Fonds LLF à la première réunion du CRT



S.E. Dr. Bandar Hajjar, Président de la BID, ouvrant la troisième réunion du Conseil d'Administration du Fonds LLF tenue au siège de la BID

Troisième réunion du Comité d'Impact (Conseil d'Administration du Fonds LLF)

Les représentants des organismes donateurs du Fonds LLF ont assisté à la troisième réunion du Comité d'Impact tenue au siège de la BID, à Djeddah, le 29 octobre 2018.

Après les mots de bienvenue du Président du Groupe de la Banque Islamique de Développement, Dr Bandar Hajjar, les membres du Comité d'Impact ont suivi la présentation, par Dr Waleed Addas, Directeur de l'UGLLF, d'un aperçu général du Fonds LLF. Un récapitulatif des conclusions de la réunion du CRT était également présenté, ainsi que le pipeline des projets proposés pour 2018 et une proposition d'allocations financières. Ce nouveau lot de projets à fort potentiel d'une valeur totale de 484 millions USD a été approuvé.

Le Comité a en outre examiné et discuté de l'état d'avancement des projets actifs, des délais de décaissement prévus, de la situation financière du Fonds en 2018 et du budget administratif proposé pour 2019. Le plan de communication pour la visibilité du Fonds LLF, a également été débattu. Par ailleurs, le point a été fait sur les travaux en cours concernant le site internet du Fonds LLF.

La prochaine réunion du Comité d'Impact est prévue pour mars 2019, à Londres, sous la présidence du Fonds du Qatar pour le Développement (QFFD).

Représentants des membres du Comité d'impact en 2018

Membre du Comité d'impact	Statut du représentant	
Banque Islamique de Développement (BID)	Représentant titulaire	Dr. Mohamed Jouini, Vice-Président, Développement de Partenariats
	Représentant suppléant	Dr. Walid Abdelwahab, Directeur Général des Relations et Services Pays
Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (ADFD)	Représentant titulaire	Mr. Adel Al Hosani, Directeur du Département des Opérations
	Représentant suppléant	Mr. Ahmed Al-Kalbani, Economiste en chef
Fondation Bill et Melinda Gates	Représentant titulaire	Mr. Joe Cerrell, Directeur Général, Politique Mondiale et Plaidoyer
	Représentant suppléant	Mme Andrea Berchowicz, Conseiller principal pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord
Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID)	Représentant titulaire	Dr. Waleed Alwaheeb, Directeur Général
	Représentant suppléant	Mr. Khemais Elgazzah, Conseiller Principal
Centre Roi Salman pour l'Aide Humanitaire et le Secours	Représentant titulaire	Mr. Ahmed Albaiz, Superviseur Général Adjoint des Opérations et Programmes
	Représentant suppléant	Mr. Sultan Al-Molafkh, Secrétaire
Fonds du Qatar pour le Développement	Représentant titulaire	Mr. Ali Bin Abdullah Al-Dabbagh, Directeur Général Adjoint chargé de la Planification
	Représentant suppléant	Mr. Misfer Hamad Al-Shahwani, Directeur Général Adjoint pour les Projets de Développement

Accueil d'un nouveau donateur

Le Comité d'Impact a approuvé, dans le principe, l'admission du DFID (Ministère du Développement International Britannique) en qualité de membre du Fonds LLF et donné instruction à l'Unité de Gestion de parachever la procédure prévue à cet effet.

Le DFID est le chef de file du travail qu'effectue le Royaume-Uni pour mettre fin à la pauvreté absolue causée par les maladies, la migration massive, l'insécurité et les conflits. Ce travail est mené par le biais de programmes régionaux, directement dans les pays. Le DFID attribue l'aide britannique à travers des contributions à des programmes et autres initiatives multilatéraux. Le DFID a approuvé, dans le principe, un financement de 20 millions GBP.



Fonds Lives and Livelihoods

Faits marquants de l'exercice

➤ Visite de projets

Projet de développement durable du pastoralisme au Sahel

Ateliers de démarrage des travaux au Burkina-Faso, au Mali et au Sénégal

La cérémonie officielle de lancement de ce projet a eu lieu en novembre 2018, pour le Sénégal et le Mali et en décembre 2018 pour le Burkina-Faso. Chacun de ces événements a enregistré plus de 100 participants dont des hautes autorités des gouvernements respectifs, les media, le personnel de la BID, l'UGLLF et des représentants de bénéficiaires du projet.

L'UGLLF a activement participé aux ateliers approfondis destinés aux parties prenantes, portant sur des aspects essentiels de la planification à la passation de marchés, en passant par la gestion financière, la mise en œuvre, le suivi et les attentes des donateurs.



Délégués à l'atelier de démarrage



Projet de développement des chaînes de valeur du riz

Cinq ateliers nationaux des parties prenantes en Gambie, en Guinée, au Niger, au Sénégal et en Sierra Leone

L'UGLLF et les équipes de la BID ont animé des ateliers consultatifs dans cinq pays engagés dans le nouveau projet de développement des chaînes de valeur du riz en Afrique de l'Ouest. Les ateliers avaient pour but d'analyser la chaîne de valeur du riz dans chaque pays, de mettre à niveau les parties prenantes sur les questions essentielles, de convenir des urgences nationales et formaliser les principaux facteurs de succès correspondants.

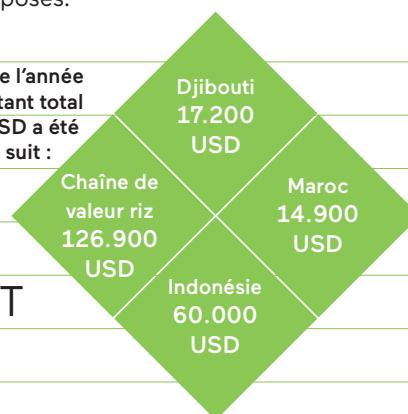
Les ateliers regroupaient autorités gouvernementales, experts en riziculture et production rizicole, agriculteurs, entreprises de conditionnement, distributeurs et banques. Ces ateliers ont aidé à définir les objectifs du projet, de classer ceux-ci par ordre de priorité, d'améliorer la conception du projet et de mobiliser toutes les parties prenantes afin d'optimiser les résultats attendus du projet et en assurer le succès.

Lors de la visite de ces cinq pays, l'UGLLF a rencontré les autorités gouvernementales pour présenter les fondamentaux et mécanismes du Fonds LLF et s'assurer de l'optimisation des financements concessionnels proposés.

AMELIORER LA PERTINENCE, LA PREPARATION ET LES PRODUITS

ATTENDUS (3P) : LE MECANISME DE PREPARATION DES PROJETS (MPP), CREE PAR LE FONDS AMELIORE EFFECTIVEMENT LES 3P DES PROJETS DU FONDS LLF

Tout au long de l'année 2018, un montant total de 219.000 USD a été investi comme suit :



➤ Evènements internes

Atelier sur le cadre de mesure des résultats du Fonds LLF

Au cours de l'année 2018, l'UGLLF a organisé de nombreux ateliers avec les équipes sectorielles de la BID pour affiner le cadre de mesure des résultats, les outils appliqués pour la sélection des projets et la mesure de leurs résultats. Outre l'amélioration de la connaissance du Fonds LLF, ces ateliers ont permis aux équipes sectorielles et à l'UGLLF de préciser les critères de sélection ainsi que les objectifs d'impact et de discuter des indicateurs clé de performance spécifiques aux projets du Fonds LLF.



Un atelier sur le cadre de mesure des résultats d'impact avec les équipes sectorielles de la BID



Un exposé lors la réunion de réflexion sur la passation de marchés des projets

Séminaire de réflexion sur la passation de marché des projets

Les membres de l'UGLLF ont rejoint un séminaire de réflexion de la nouvelle entité Passation de Marchés des projets organisée à Istanbul, en novembre 2018. Dans le cadre de la transformation de la Banque, la passation de marchés a été rationalisée pour favoriser une plus grande rapidité du décaissement des fonds et de la mise en œuvre des projets. Cette nouvelle fonction s'occupe désormais de toutes les transactions liées à la passation de marchés et assurera le renforcement des capacités et la formation liées à cette fonction qui ne sera plus fragmentée à travers différentes entités.

La réunion de réflexion s'est particulièrement penchée sur la stratégie pour produire les résultats nécessaires à la réussite du Plan quinquennal du Président. Les membres de l'UGLLF ont souligné les exigences des projets du Fonds LLF.



DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA BID, LA **PASSATION DE MARCHES EST EN COURS DE RATIONALISATION** POUR UNE **PREPARATION** ET UNE **EXECUTION** PLUS EFFICACES DES PROJETS



➤ Evènements externes

Sommet des acteurs de la transformation

Ce sommet tenu en décembre à Cambridge, au Royaume-Uni, avait réuni des innovateurs et des leaders du monde, pour discuter du rôle de la science, de la technologie et de l'innovation dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD11) : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

La population mondiale continuant d'augmenter, il est impératif d'investir dans la science, la technologie et l'innovation, si on veut faire face à la demande croissante de logement, d'énergie, d'eau potable, de nourriture et d'infrastructure. Le sommet a recherché quelles initiatives et politiques à promouvoir pour des villes durables, des vies plus saines et un avenir prospère pour tous, conformément à l'ODD11. Il a vu la participation des innovateurs figurant parmi les plus passionnants du monde, premiers bénéficiaires du nouveau fonds *Transform* de la BID d'une valeur de 500 millions USD.

Le Directeur de l'UGLLF, Dr Waleed Addas assistait au sommet car le Fonds LLF contribue à l'ODD11 par ses projets d'infrastructures de base. Il étudie également les voies et moyens d'établir un partenariat avec le Fonds *Transform* pour accélérer la réalisation de la vision de la BID et des ODD, dans les pays membres, car le Fonds LLF est résolu à exploiter toute innovation susceptible de renforcer l'impact des projets approuvés pour sortir de la pauvreté les populations les plus démunies.



L'UGLLF A PRIS PART AUX DISCUSSIONS SUR L'INITIATIVE **EVERY BREATH COUNTS** QUI CIBLE LA PNEUMONIE, PREMIERE CAUSE DE MORTALITE INFANTILE AU MONDE

Groupe spécial mondial de lutte contre le choléra

En décembre, l'équipe du fonds LLF a participé à la réunion du Groupe spécial mondial de lutte contre le choléra, à Annecy, en France. Ce forum de haut niveau réunissait spécialistes du Choléra et des maladies à transmission hydrique et représentants des gouvernements des pays membres, pour discuter des moyens d'éliminer le choléra et du déploiement des vaccins anticholériques oraux (VCO).

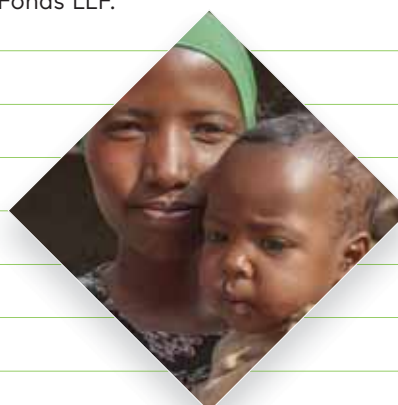
Le Directeur de l'UGLLF a présenté les opportunités d'investissement dans la santé qu'offraient le Fonds LLF, pour la réalisation de cet objectif prioritaire à l'échelle mondiale. Il eut des réunions avec les représentants de pays membres payants la plus lourde facture tels que le Nigéria et le Bangladesh.

L'équipe du LLF a également rencontré l'Unicef, l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Institut international de recherche sur les vaccins et les fabricants de vaccins qui ont tous trouvé que le Fonds LLF venait à point nommé parmi les acteurs déterminants potentiels de l'élimination du choléra dans les pays membres de la BID.

Sommet de Londres sur le paludisme de 2018

Le Fonds LLF a reçu une invitation spéciale de Malaria No More et du DFID au Sommet sur le paludisme d'avril 2018.

C'était une opportunité unique de rencontrer les délégués des pays membres pour leur présenter le Fonds LLF et discuter de l'état d'avancement des projets menés dans ces pays. En marge de leurs réunions avec les partenaires au développement, les membres de l'UGLLF ont pris part aux discussions sur l'initiative *Every Breath Counts* qui cible la pneumonie, première cause mondiale de mortalité infantile, figurant parmi les objectifs prioritaires de santé du Fonds LLF.





La transformation de la BID : un puissant accélérateur pour la transformation des vies et des moyens d'existence



Pour le Complexe de la BID en charge des Programmes Pays, la clé de la réalisation de nos objectifs premiers a été l'adoption d'une approche innovante pour l'élaboration de nouvelles stratégies de partenariat avec les pays

membres. Cette approche consiste à aider les pays membres à développer les chaînes de valeur locales, régionales et mondiales qui présentent un avantage concurrentiel avéré, pour en faire le fondement d'une hiérarchisation stratégique des interventions.

A titre de complément, nous affinons les critères de sélection des projets en mettant l'accent sur la qualité, l'état de préparation et leur impact en termes de développement, auxquels sont attachés des résultats mesurables. Un troisième volet est l'attention toute particulière accordée à la gestion proactive du portefeuille grâce au renforcement de la mise en œuvre et la supervision des projets.

Enfin, l'adoption, par le Complexe chargé des Opérations, d'un nouveau modèle d'exécution décentralisé est un atout majeur et un catalyseur pour la réalisation des objectifs de transformation de la BID. En se dotant de centres régionaux avec des responsabilités dévolues, la Banque se donne une opportunité sans précédent de se transformer en une institution plus proactive, souple, efficiente et réactive.

Par ces mesures, la Banque se repositionne pour collaborer plus efficacement avec ses clients et ses partenaires au développement, à l'amélioration du mode de formulation des stratégies pays et de sélection et exécution des projets. Elles constituent un fondement plus durable et plus judicieux du renforcement de la capacité du Fonds LLF à réaliser son ambition qui est de travailler plus efficacement avec les autres partenaires au développement à l'accompagnement des pays membres, surtout les PMMA, vers la transformation de leurs vies et de leurs moyens d'existence.

Dr. Mansur Muhtar

Vice-Président des Opérations, BID

Le Fonds LLF : un modèle réussi du nouveau cadre de partenariats de financement



Inscrit dans la droite ligne de son nouveau modèle de développement, la BID a adopté un nouveau Cadre pour les partenariats de financement, afin d'assurer la réussite du Programme quinquennal du Président (P5P).

Ce nouveau cadre a pour but de transformer la BID en une plateforme totalement inclusive offrant aux partenaires la possibilité de participer à l'élaboration et à l'exécution des programmes financés par la Banque dans tous ses pays membres, pour une plus grande harmonisation entre partenaires pour la réduction des coûts de transaction et un allègement de la charge administrative pour les pays membres ayant plusieurs partenaires. Ce nouveau cadre vise l'atténuation des risques et la mutualisation des ressources ordinaires, fonds fiduciaires et connaissances de la Banque avec celles de ses partenaires et investisseurs stratégiques, pour stimuler et accroître les flux de financement et d'investissement en capitaux vers nos pays membres. Le pacte de développement entre le Fonds LLF et ses partenaires donateurs ou philanthropes, illustre bien ce nouveau cadre de partenariat, parce qu'il permet à la BID d'offrir à ses clients un éventail plus riche d'options et solutions de financement ainsi qu'une diversité d'acteurs de la coopération pour le développement à tous ses pays membres.

Dr. Mohamed Jouini

Vice-Président, Développement des Partenariats, BID

Les objectifs premiers du nouveau modèle d'entreprise et de la transformation sont :

- ◆ Le renforcement de l'orientation client ;
- ◆ L'amélioration de l'efficacité et de la réactivité ;
- ◆ Une orientation plus résolue vers les résultats ; et
- ◆ La mobilisation de ressources financières et connaissances, par le biais de partenariats efficaces.

Ces objectifs doivent conduire à l'accélération du développement économique et social des pays membres de la BID.



➤ Transformer l'avenir

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa Stratégie décennale, la BID a connu, en 2018, une profonde transformation. Guidé par le Programme quinquennal du Président (P5P), cet exercice va changer considérablement la manière dont la Banque apporte son aide à ses pays membres.

Pour les besoins du P5P, la BID se doit de réorienter son modèle de développement afin de :

- ◆ Jouer un rôle catalyseur et de facilitateur en proposant des solutions intégrées de chaîne de valeur, en partenariat avec d'autres acteurs, afin que les marchés servent le développement ;
- ◆ Mettre à profit la capacité des acteurs du développement à offrir assistance financière et produits du savoir, et à mettre en œuvre les programmes de la BID dans des domaines stratégiques ; et
- ◆ Décentraliser ses activités, en termes tant géographiques que fonctionnels.

Ces transformations sont structurées autour des six axes du P5P, à savoir la sensibilisation, la mise en lien, les compétences, la capitalisation, l'exécution et le renforcement, devenus opérationnels en 2018, en même temps que la nouvelle structure organisationnelle de la Banque.



LA TRANSFORMATION
DE LA BID CONSTITUE UNE
EXCELLENTE OCCASION
DE RENFORCER LA
PERTINENCE, LA QUALITÉ
ET LA PERFORMANCE DE
CHAQUE PROJET ACTUEL
ET À VENIR DU FONDS LLF

- ◆ Pays membres à revenu intermédiaire inférieur du Fonds LLF
- ◆ Pays membres les moins avancés du Fonds LLF
- ◆ Pays membres de la BID non-Fonds LLF

Centre régional du Maroc

- ◆ Maroc
- ◆ Mauritanie
- ◆ Algérie
- ◆ Tunisie
- ◆ Libye

Centre régional du Sénégal

- ◆ Sénégal
- ◆ Guinée-Bissau
- ◆ Mali
- ◆ Gambie
- ◆ Sierra Leone
- ◆ Guinée
- ◆ Côte d'Ivoire

Centre régional de Surinam

- ◆ Surinam
- ◆ Guyane

Trois initiatives clé

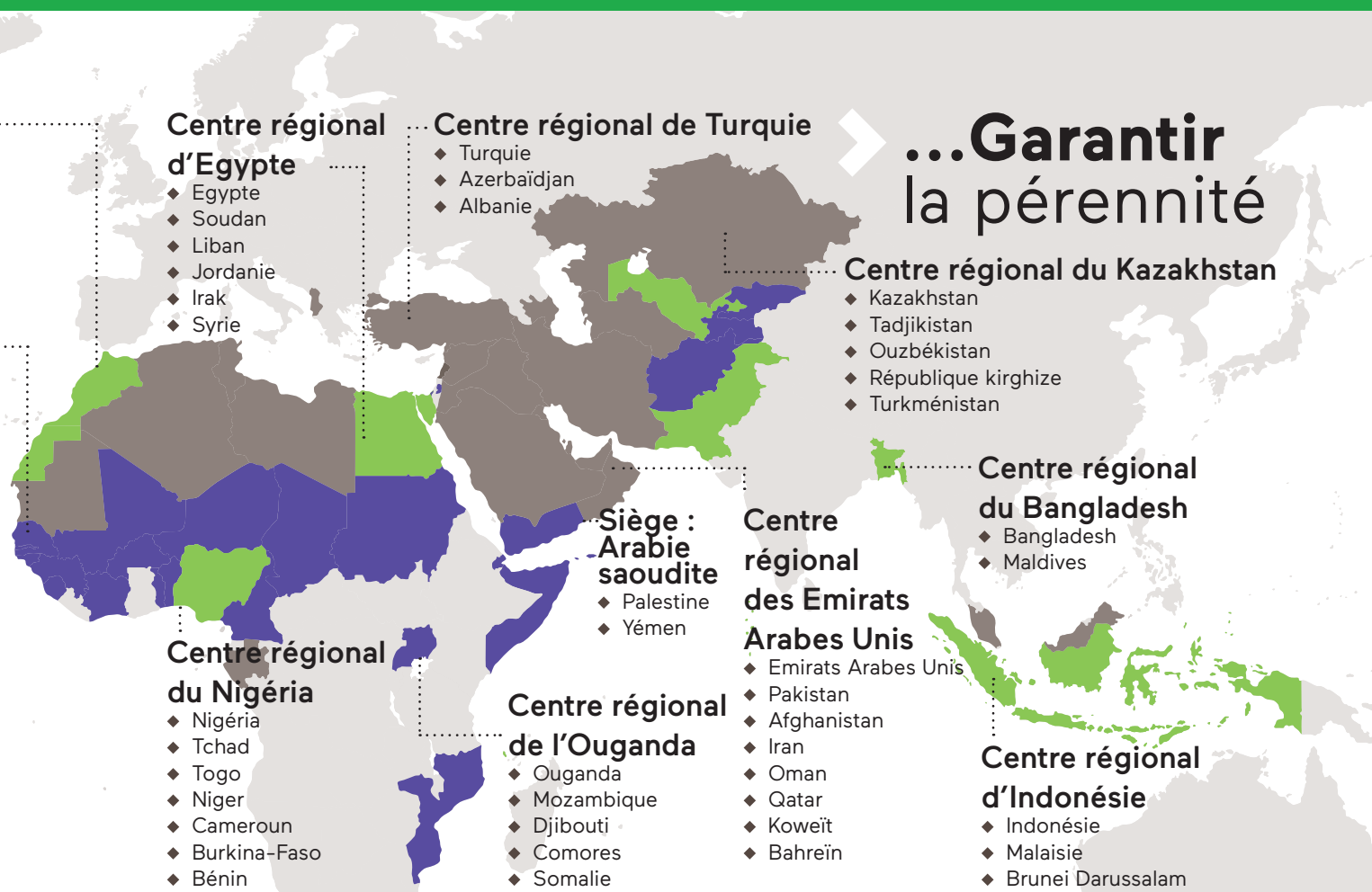
De nombreuses initiatives déployées au sein de l'institution BID engendreront la transformation de la manière dont les projets seront sélectionnés, mis en œuvre et suivis, pour des résultats durables pour les pays membres.



La décentralisation en marche

La première initiative majeure entreprise par la BID est sa transformation organisationnelle à travers une décentralisation de grande envergure, avec dix centres régionaux. Le dirigeant de chacun de ces centres remplit les fonctions de représentant local et point focal du Fonds LLF. Les chargés de projets LLF sont désormais postés dans les centres régionaux, se rapprochant ainsi des pays membres et des projets dont ils sont chargés.

Ce changement rendra la sélection et la gestion des projets plus pertinents et plus efficaces. La proximité du Fonds vis-à-vis des autorités locales et des populations bénéficiaires permettra au Fonds LLF de progresser plus rapidement et de couvrir davantage de régions.



...Garantir la pérennité

Le changement de modèle opérationnel

L'unité Pratiques Globales de la BID est désormais chargée de la définition des stratégies et priorités, laissant ainsi les équipes des programmes et services pays sur le terrain se concentrer sur l'identification, la conception et la gestion de nouveaux projets. Elle effectuera également la revue de la qualité et de l'état de préparation des projets avant soumission au Conseil des Directeurs Exécutifs pour approbation. Les procédures ont également été révisées pour une optimisation des résultats et de l'impact de chaque projet. Cette nouvelle approche favorise la responsabilisation, la performance individuelle et collective ainsi qu'un taux plus élevé d'efficacité, d'où un impact optimal des projets LLF.

Le renforcement de la passation de marchés

La passation de marchés constitue le moteur de la réalisation des projets de la Banque

et du Fonds LLF. Le modèle d'appui à la passation de marchés de la BID avait ses points forts mais a montré des faiblesses autour du quorum, des conditions de participation, de la qualité de la revue et du processus décisionnel. Il est remplacé par un Nouveau Cadre de passation des marchés axé sur les meilleures pratiques sur les marchés et l'expérience des BMD (Banques Multilatérales de Développement). Cette nouvelle approche et la structure organisationnelle qui l'accompagne ont renforcé la capacité opérationnelle de la fonction passation de marchés de la BID grâce à l'augmentation des effectifs en général et l'affectation de 24 spécialistes des acquisitions dans les centres régionaux. D'un système de validation hebdomadaire des dossiers d'acquisition par des réunions de comité interminables, la Banque est passée à une procédure de soumission en continu des demandes sur JIRA, nouvelle plateforme électronique. Cette innovation a permis de traiter près de 2000 dossiers en 2018, contre moins de 400 en 2017 (avant la décentralisation de 2018). L'accréditation obligatoire et l'adoption du principe de la responsabilité d'un répondant unique tout au long de la chaîne de passation de marchés du projet, ont eu pour effet une plus grande efficacité dans la réalisation des projets du Fonds LLF.



Fonds Lives and Livelihoods

Transformer l'avenir



**NOTRE PRIORITE :
DES SOLUTIONS
INTELLIGENTES ET
DURABLES ALLIANT
INNOVATION ET
INTERVENTIONS SUR LE
TERRAIN, AU BESOIN**



Assurer un impact durable

*Dr. Walid Abdelwahab, Directeur Général,
Relations et Services Pays, BID*

Le Fonds LLF mérite d'être désigné comme porte-étendard de la BID, compte tenu de ses financements fortement concessionnels et de sa capacité à produire un impact durable dans la transformation des vies des segments les plus démunis de la population des pays membres.

C'est la raison pour laquelle nous renforçons notre capacité à produire un impact optimal et des résultats tangibles sur le terrain, en ciblant les segments de la population les moins nantis et les plus difficiles à atteindre et en définissant des indicateurs de performance pour les projets du Fonds LLF.

Les projets du Fonds LLF doivent être distinctifs et faire l'objet d'une attention toute particulière, pour avoir de meilleures performances, grâce à une meilleure conception, une mise en œuvre plus efficace et des procédures de passation de marchés et décaissement rationalisées, aussi bien dans les pays qu'à la BID.

Notre priorité est de déployer les projets du Fonds LLF à partir des centres régionaux, suivant une approche intelligente et souple axée sur la résolution de problèmes.



Amélioration de la qualité des projets du Fonds LLF et des résultats

Aamir Ghani Mir, Directeur, Qualité et Résultats des Opérations, BID

Le Fonds LLF soutient les efforts déployés par les pays en développement pour la réalisation des ODD les concernant. Le Fonds LLF sélectionne ses interventions en fonction des problèmes de développement socioéconomiques les plus urgents à régler dans chaque pays. La BID a entrepris récemment plusieurs mesures pour renforcer son efficacité et l'effectivité du développement. Son programme de décentralisation permettra à la Banque d'enrichir l'éventail de partenaires et parties prenantes. La décentralisation contribuera à l'identification de projets à impact maximal, à l'amélioration de leur qualité et préparation et à apporter une assistance plus rapide dans leur mise en œuvre.

La Division Qualité et Résultats des Opérations poursuivra ses efforts pour améliorer la réalisation des projets et assurer un suivi efficace du portefeuille du Fonds LLF. Elle travaille à l'élaboration de politiques opérationnelles ainsi que des mesures de sauvegarde sociale et environnementale qui viendront accroître l'impact et la durabilité des futurs projets du Fonds LLF

Une fonction passation de marchés à la hauteur de la vision nouvelle d'exécution des projets

Issa-Modi Ide, Directeur, Passation de Marchés des Projets, Bureau du Vice-Président Programmes Pays, BID

Les marchés publics représentent la part la plus importante du PIB des pays en développement et les politiques y afférentes sont des instruments déterminants pour la réalisation des objectifs socioéconomiques, catalyseurs de l'aide aux populations pour se sortir de la pauvreté, de l'équité sociale, et un puissant stimulant de la croissance du secteur privé.

Parce que seuls les résultats comptent pour la plupart des parties prenantes, la tendance aujourd'hui est de se départir d'une approche axée sur les processus



ASSURER UNE RENTABILITE OPTIMALE DANS LA REALISATION DES PROJETS EN SOUTENANT LES EFFORTS DE DEVELOPPEMENT DES PAYS MEMBRES : LA RAISON D'ETRE DE LA NOUVELLE FONCTION DE PASSATION DE MARCHES DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

au profit d'une approche axée sur les résultats, et focalisée dans la recherche de moyens plus efficaces pour réaliser les projets. C'est la raison pour laquelle améliorer l'efficacité, l'efficience et la transparence des systèmes de passation de marchés reste une préoccupation et une priorité pour la communauté des acteurs du développement international.

Pour rester plus pertinent quant à sa mission fiduciaire et de développement, la BID a procédé à la révision de ses directives pour la passation de marchés, avec un niveau de consultation sans précédent. La nouvelle politique approuvée par le Conseil d'Administration de la BID en septembre 2018, adopte le concept fondamental de rentabilité optimale, comme principe général tout en reconnaissant la nécessité d'une démarche adaptée aux objectifs quand il faut prendre des décisions d'acquisitions. Correctement appliquée par des professionnels expérimentés, la nouvelle approche contribuera plus à l'atteinte des Objectifs de développement durable, permettra de mieux profiter des financements de la BID et amplifiera l'impact des projets du Fonds LLF. Assurer la rentabilité dans la réalisation des projets en soutenant les efforts de développement des pays membres, est devenue une véritable raison d'être pour la nouvelle fonction passation de marchés de la Banque.

Les spécialistes de passation de marchés seront de plus en plus présents tout au long du cycle de gestion des projets du Fonds LLF, de la préparation à l'évaluation ex-post. C'est ainsi qu'on s'assurera que les éléments essentiels pour des décaissements rapides et efficaces sont bien en place pour garantir un impact maximal du Fonds LLF.



Améliorer notre impact en Afrique subsaharienne

Par Mayoro Niang, Directeur, Centre régional du Nigéria, Abuja

Les programmes du Fonds LLF représentent un levier crucial et décisif de ressources fortement concessionnelles pour les pays couverts par notre centre régional. La ferme résolution du Fonds LLF à accélérer la réalisation des projets contribue largement à la réduction des engagements locaux non utilisés cumulés et à l'amélioration du ratio de décaissement.

Cette détermination conjuguée à la décentralisation s'est traduite en des décisions claires qui font largement la différence. Parmi celles-ci :

- ◆ Une plus forte présence sur le terrain et plus de missions de suivi et mise en œuvre pour pallier l'insuffisance des capacités des agences d'exécution ;
- ◆ L'institution d'une meilleure et constante interaction avec les pays membres dans la programmation des missions destinées à améliorer la qualité des projets du Fonds LLF et à évaluer la pertinence, l'état de préparation et les résultats attendus des programmes proposés ;
- ◆ La personnalisation de l'assistance technique pour renforcer les capacités et peaufiner les études ; et
- ◆ L'adoption d'une approche chaîne de valeur pendant la préparation de la stratégie de Partenariat avec le Gabon.

La transformation de la BID favorise une communication puissante, régulière et efficace entre le Fonds LLF et ses parties prenantes. Cela a permis de faire mieux connaître le Fonds en lui conférant une plus grande visibilité, et de renforcer l'impact de la BID dans la transformation de la vie des populations.



LA TRANSFORMATION DE LA BANQUE DONNE UNE PLUS GRANDE VISIBILITE AU FONDS LLF ET A LA BID TOUT EN RENFORÇANT LEUR IMPACT DANS LA TRANSFORMATION DE LA VIE DES POPULATIONS

Promotion des systèmes d'assainissement sans égouts

Papa Abdoulaye Sy, responsable principal, développement urbain, Division Infrastructures sociales, BID

Selon UN-Habitat, une personne sur huit, soit 1 milliard d'habitants au monde, vit dans un bidonville, sans accès à un réseau d'eau potable ou d'assainissement amélioré.

Il est largement admis que le manque de moyens d'assainissement est l'une des principales causes des maladies à transmission hydrique et la cause de plus de 1200 décès d'enfants âgés de moins de cinq ans chaque jour. Mais, grâce au financement concessionnel du Fonds LLF, de nouvelles opportunités s'ouvrent pour promouvoir les systèmes d'assainissement sans égouts dans les pays membres de la BID et contribuer ainsi à la réalisation des ODD 6 et 11.

Il s'agit de :

- ◆ L'installation de systèmes d'assainissement autonomes : systèmes d'assainissement où les excréta humains et les eaux usées sont collectés, stockés et traités sur place, là où ils ont été générés ;
- ◆ La réfection des infrastructures de base pour un assainissement et une alimentation en eau effectifs des villes souffrant d'une urbanisation rapide non structurée (exemple : Projet eau et assainissement de Conakry) ;
- ◆ L'adoption de technologies d'assainissement transformatrices telles que Omni processor, Omni ingestor et les « toilettes réinventées » ; et
- ◆ Le recours à une approche communautaire à l'assainissement (exemple : le modèle Sanimas en Indonésie).

Il s'agit là d'exemples authentiques montrant comment les ménages les plus démunis peuvent tirer profit des systèmes d'assainissement autonomes et avoir ainsi accès à un système d'assainissement amélioré et durable.



Réalisation des objectifs de santé

Ammar Abdo Ahmed, Spécialiste Principal en santé, Pratiques Globales Infrastructures Economiques et Sociales, BID

Parmi les principaux axes stratégiques du Fonds LLF figurent le développement des soins de santé primaire, la prévention et la lutte contre les maladies transmissibles ainsi que la santé maternelle, infantile et néonatale.

En 2018, le Fonds LLF et la BID ont accordé un financement d'un montant de 270 millions USD à des projets du secteur de la santé dont ceux visant l'amélioration de la santé maternelle, infantile et néonatale au Tadjikistan et à Djibouti.

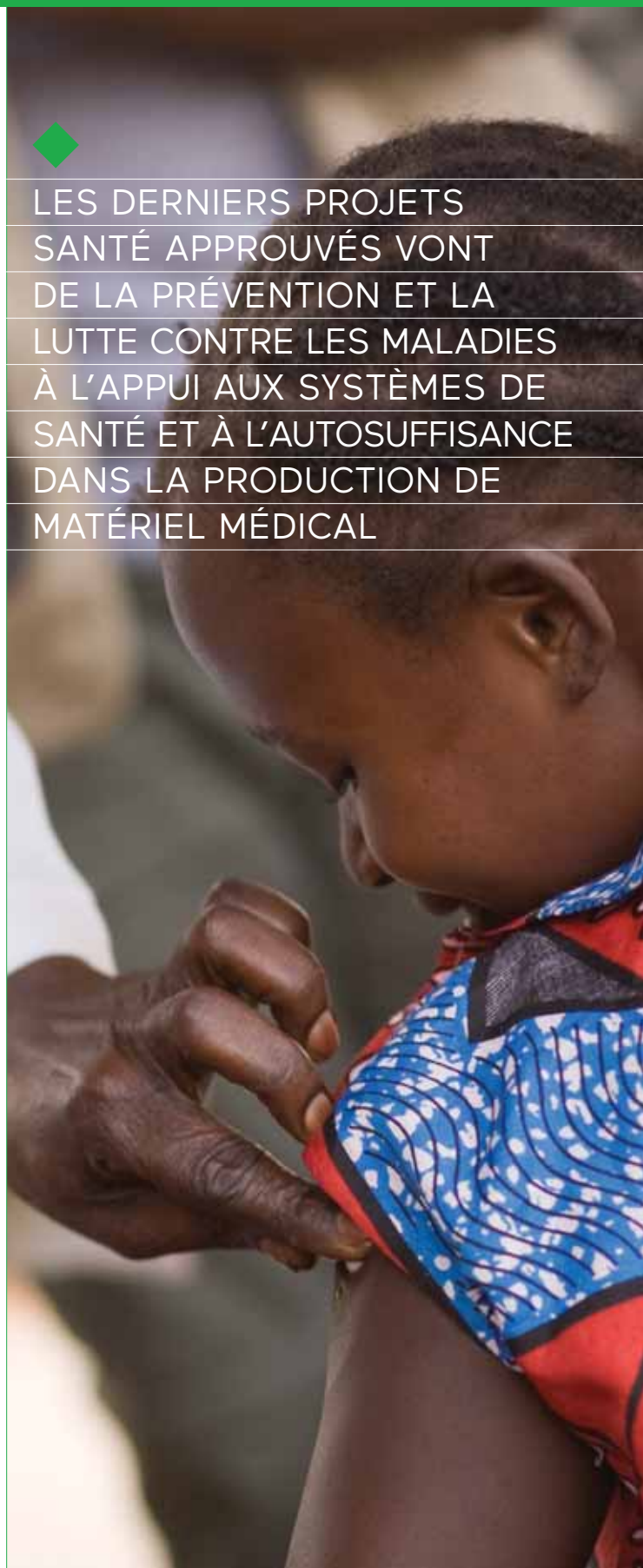
Avec les collègues du Fonds LLF et des centres régionaux, mon équipe a effectué une analyse de la qualité des projets santé qui a conduit à un taux de réussite de 100% des projets santé soumis au Comité d'impact du Fonds LLF.

Les derniers projets santé approuvés vont de la prévention et lutte contre les maladies (projet national d'accélération du Programme d'élimination du paludisme au Nigeria), à l'aide aux systèmes de santé (exemple : renforcement des systèmes de gestion des soins de santé primaire et des urgences au Cameroun), en passant par l'autosuffisance dans la production de matériel médical (Programme de fabrication de seringues autodestructibles en Egypte).

En 2019, le Département Pratiques Globales Secteur de la Santé de la BID travaille à la mesure de la contribution des projets santé du Fonds LLF/ BID, à l'orientation stratégique de la Banque et à la réalisation des ODD liés à la santé. Il se chargera également de définir une chaîne de valeur mondiale innovante des vaccins pour renforcer la production et la disponibilité de vaccins de qualité et abordables dans les pays membres de la BID. Cette chaîne de valeur mondiale pourrait être établie par le biais d'un partenariat stratégique avec l'industrie mondiale du vaccin, une amélioration de la recherche et développement de vaccins, le renforcement des capacités régionales et le renforcement des systèmes de vaccination.



LES DERNIERS PROJETS SANTÉ APPROUVÉS VONT DE LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE LES MALADIES À L'APPUI AUX SYSTÈMES DE SANTÉ ET À L'AUTOSUFFISANCE DANS LA PRODUCTION DE MATÉRIEL MÉDICAL



Appui aux pays membres pour atteindre les ODD



En 2015, le monde entier s'est mobilisé derrière les Nations Unies pour relever le défi des ambitieux Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030. Au début de 2019, quelques 400 millions de personnes, dans les pays membres de la BID, vivront encore dans la pauvreté absolue (avec moins de 1,90 USD/jour), soit un contexte extrêmement difficile pour la réalisation des ODD.

Parce qu'il ne reste que 11 ans d'ici 2030, les pays membres ont pleinement conscience de l'urgence qu'il y a à trouver de nouvelles voies pour atteindre l'ODD 17.



EN 2018, QUELQUES 400 MILLIONS DE PERSONNES, DANS LES PAYS MEMBRES DE LA BID, VIVENT ENCORE DANS LA PAUVRETÉ ABSOLUE

Mauritanie
(ODD 1, 3, 5, 17)
Projet d'assistance au Programme national de santé de la reproduction

Sénégal
(ODD 1, 3, 17)
Projet de soutien à l'élimination et la lutte contre le paludisme

(ODD 1, 2, 5, 17)
Programme de développement de la chaîne de valeur régionale du riz

Gambie
(ODD 1, 2, 5, 17)
Programme de développement de la chaîne de valeur régionale du riz

Côte d'Ivoire
(ODD 1, 3, 6, 11, 17)
Projet eau et assainissement pour Abidjan et 15 villes secondaires

Guinée
(ODD 1, 2, 17)
Projet assainissement de Conakry
(ODD 1, 2, 17)
Programme de développement de la chaîne de valeur régionale du riz

Sierra Leone
(ODD 1, 2, 5, 17)
Programme de développement de la chaîne de valeur régionale du riz

Combattre les racines de la pauvreté

Le Fonds LLF est l'une des innovations permettant de mener ce combat car son ambition, définie conjointement avec les partenaires au développement (ODD 17), est la réduction de la pauvreté absolue (ODD 1) dans les pays membres.

A cet effet, le Fonds cible les causes profondes de la pauvreté des populations les plus marginalisées, par la prise en charge des nécessités absolues que sont :

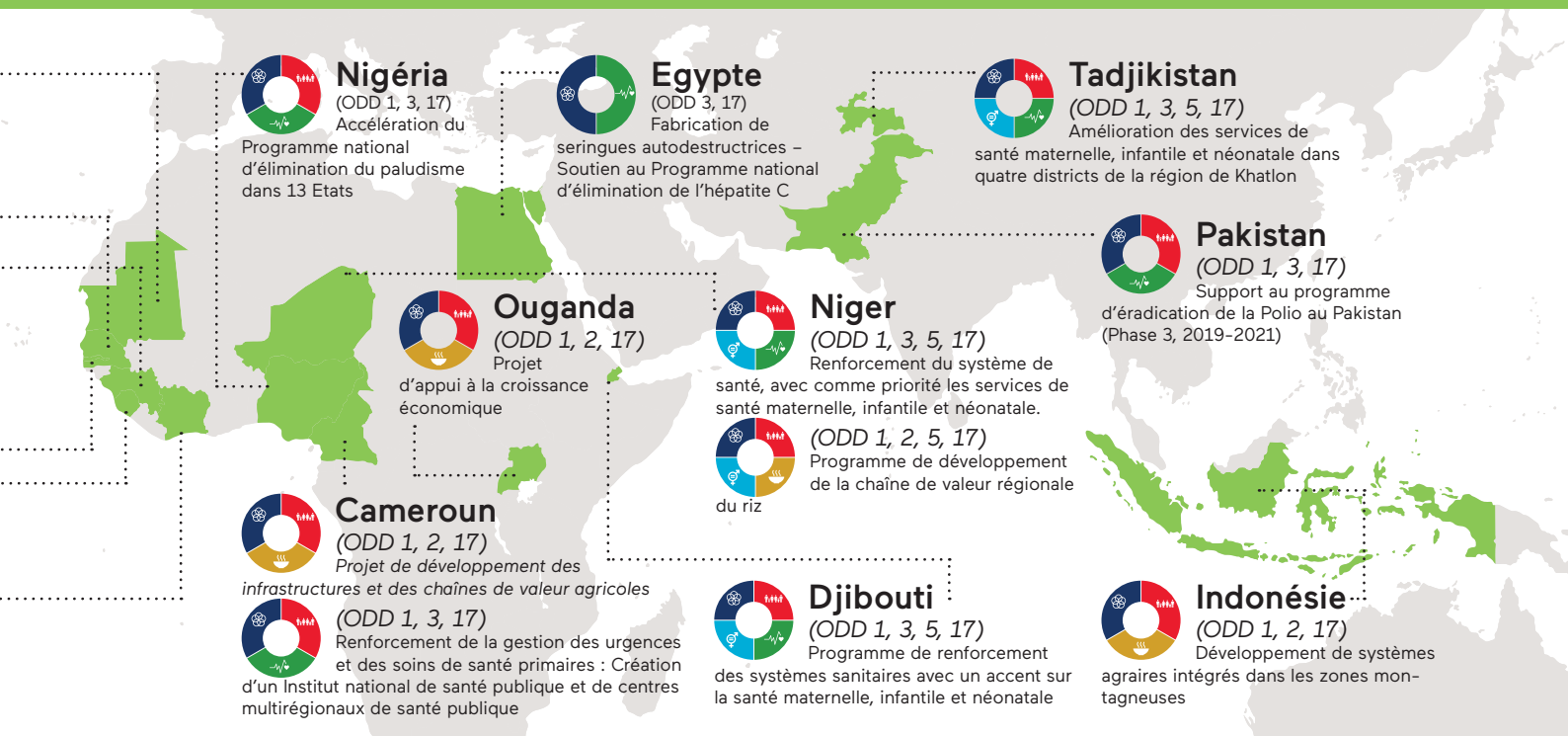
- la santé, par le renforcement des soins de santé primaires et la lutte contre les maladies infectieuses (ODD 3) ;
- l'agriculture, par une aide à la production des cultures de base et à la rentabilité des petits exploitants (ODD 2) ; et
- les infrastructures de base (ODD 6 et 9).

Les ODD transectoriels sont également couverts par ces trois sous-secteurs.

Comment le Fonds LLF réalise-t-il les ODD ?

Santé
Élimination du paludisme au Sénégal
(ODD 1, 3, 17)

Le Fonds LLF finance un projet de 36 millions USD, pour l'élimination du paludisme au Sénégal. Ce projet devrait débarrasser du paludisme le Nord et



le Centre du pays, permettant ainsi aux populations de ces régions de participer pleinement à l'essor économique de leur pays.

Agriculture *Agropastoralisme au Sahel* (ODD 1, 2, 3, 8, 9)

Le Fonds LLF finance également un projet d'agropastoralisme de 94 millions USD, couvrant le Burkina-Faso, le Mali et le Sénégal. Ce projet va améliorer la production animale, accroître le revenu des éleveurs et réduire l'insécurité alimentaire dans la région.

Promotion des chaînes de valeur du riz dans cinq pays (ODD1, 2, 8, 13 et 17)

Le Projet de développement de la chaîne de valeur du riz approuvé pour un montant de 290 millions USD est une initiative couvrant la Gambie, la Gambie, la Guinée, le Niger, le Sénégal et la Sierra Leone. Cofinancé par la Banque Africaine de Développement et BADEA, il aidera les gouvernements concernés à réaliser une autosuffisance alimentaire en riz en comblant leur énorme déficit, réduisant ainsi leurs dépenses au titre de l'importation du riz.

Grâce à ce projet, les chaînes de valeur du riz vont prospérer et engendrer une augmentation de plus de 70% des revenus de milliers de petits exploitants, la création de plus de 170,000 nouveaux emplois et le renforcement des capacités de la plupart des parties prenantes.

Par ailleurs, le projet introduira des technologies et des innovations pour accroître la production et les rendements agricoles. Il va ouvrir les marchés aux agriculteurs et améliorer l'environnement décisionnel et institutionnel en facilitant les partenariats public-privé.

Infrastructures de base *Projet d'assainissement de Conakry, en Guinée* (ODD1, 3, 6, 8, 9,11)

Le Fonds LLF finance un projet eau et assainissement d'un montant de 59 millions USD pour faire face aux conséquences de l'urbanisation rapide de Conakry, la capitale de la Guinée. Ce projet va protéger les habitants des inondations par un drainage efficace des eaux pluviales et améliorer la sécurité, la santé et l'environnement grâce à un système durable de collecte, transport et élimination des déchets solides et des eaux usées, améliorant ainsi les conditions de vie de millions de personnes.

Plus que onze ans...

Il reste encore du chemin à parcourir pour atteindre les ODD dans les pays membres d'ici 2030. Alors que la plupart des acteurs cherchent à éradiquer la pauvreté absolue, le Fonds LLF a pour priorité de faire la différence immédiatement dans la poursuite des ODD dans les pays membres de la BID, par la transformation des vies et des conditions d'existence de millions de personnes en les sortant de la pauvreté.



Fonds Lives and Livelihoods

Le Fonds LLF en chiffres



2018

6 nouveaux pays supplémentaires couverts: Côte-d'Ivoire, Egypte, Gambie, Indonésie, Pakistan et Sierra Leone



400 millions de personnes

Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue au sein des pays membres de la BID



8 ODD des Nations Unies

C'est le nombre d'Objectifs de Développement Durable directement visés par le Fonds LLF



20 USD = 100 USD

En combinant le financement de la BID et les subventions des Donateurs, chaque dollar versé au fonds est décuplé, ce qui renforce la capacité de la BID à offrir des financements concessionnels aux pays membres éligibles



95%

C'est le pourcentage des ressources LLF allouées aux pays membres les moins avancés et à 6 pays à revenu intermédiaire



20%

Aucun pays individuel ne peut prétendre à plus de 20% des ressources dédiées au financement de projets.

AU TOTAL

19 PROJETS

LOCALISATION

DES PROJETS

18 PAYS

LLF

26 OPÉRATIONS

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

1 MILLIARD USD:

Valeur des financements concessionnels approuvés à date



Total des Projets approuvés par le fonds LLF (tous secteurs et pays confondus)

7 en 2018 pour un montant total de 484 millions USD
7 en 2017 pour un montant total de 206 millions USD
5 en 2016 pour un montant total de 343 millions USD

PROCESSUS DE FINANCEMENT LLF



LE PAYS MEMBRE SOUMET UNE DEMANDE DE FINANCEMENT

Les équipes sectorielles de la BID préparent les documents conceptuels et initient l'utilisation du PPF si nécessaire



L'Unité de Gestion du Fonds LLF identifie, analyse et sélectionne le pipeline des nouveaux projets



Le comité d'impact approuve les projets soumis

7 NOUVEAUX PROJETS

APPROUVÉS EN 2018

4 DANS LA SANTÉ

2 DANS L'AGRICULTURE

1 DANS LES INFRASTRUCTURES DE BASE



◆ Agriculture

20 à 60% des financements alloués

- ◆ Stimuler la production de cultures de base et d'élevage par les petits exploitants et les pasteurs – source de 80% de la nourriture produite dans les régions concernées
- ◆ Fournir aux petits agriculteurs et producteurs un meilleur accès aux marchés et à la technologie
- ◆ Accroître l'autonomisation des femmes dans l'agriculture
- ◆ Augmenter la consommation d'un régime alimentaire nutritif
- ◆ Augmenter la stabilité des revenus des petits exploitants agricoles, notamment en favorisant l'esprit d'entreprise.

◆ Santé

20% à 60% des financements alloués

- ◆ Lutte contre les maladies infectieuses comme le paludisme, le VIH / sida, la poliomyélite et les maladies tropicales négligées
- ◆ Assurer une couverture vaccinale systématique
- ◆ Renforcement des systèmes de soins de santé primaires pour un accès équitable à des services de santé de qualité

◆ Infrastructure de Base

20% Maximum des financements alloués

- ◆ Fournir un meilleur accès aux services d'eau et d'assainissement
- ◆ Améliorer l'accès à une alimentation électrique fiable
- ◆ Fournir un meilleur accès aux communications mobiles et numériques
- ◆ Renforcer la protection contre les inondations pour les individus, les logements et les équipements collectifs.



Les donateurs du fonds LLF engagent les fonds requis



Le conseil d'administration de la BID approuve les projets



La BID signe avec le Pays membre les accords de financements



Les Accords de Financements sont déclarés en vigueur

LE DÉCAISSEMENT DES FINANCEMENTS ALLOUÉS DÉMARRE



Fonds Lives and Livelihoods

Profil des projets et état d'avancement

➤ Profil des projets et état d'avancement

Liste de l'ensemble des bénéficiaires des projets du Fonds LLF à fin 2018.

Année	Pays	Secteur	Description des projets	Financés par les subventions LLF (millions USD)		Financés par le Fonds LLF (millions USD)	Ressources Ordinaires en Capital (ROC) de la BID (millions USD)
				Financés par le Fonds LLF (millions USD)	Financés par les subventions LLF (millions USD)	Financés par le Fonds LLF (millions USD)	Ressources Ordinaires en Capital (ROC) de la BID (millions USD)
2018	Cameroun	STE	Renforcement de l'intégration des systèmes et des capacités pour améliorer la gestion de la santé publique et des urgences	29.40	10.29		19.11
2018	Egypte	STE	Prévention des maladies infectieuses répandues dans les centres de santé égyptiens pour éliminer l'hépatite C d'ici 2030	40.00	4.00		36.00
2018	Nigéria	STE	Amélioration de la mise en œuvre et de la participation aux activités de prévention et traitement du paludisme dans des Etats sélectionnés du Nigéria	100.00	10.00		90.00
2018	Pakistan	STE	Soutien à la troisième phase du programme national pour la poliomyélite	100.00	10.00		90.00
2018	Indonésie	AGR	Amélioration des capacités de production agricole pour sortir de la pauvreté les populations les plus démunies des zones montagneuses	65.60	6.56		59.04
2018	Gambie Guinée Niger Sénégal Sierra Leone	AGR	Adoption d'une approche de chaîne de valeur intégrée pour combler le déficit actuel pour une autosuffisance en riz dans cinq pays	100.00	35.00		65.00
2018	Côte d'Ivoire	INF	Aide à l'amélioration durable du réseau d'assainissement à Abidjan et dans quinze villes des régions	49.00	17.15		31.85
MONTANT TOTAL DU PORTEFEUILLE DES PROJETS APPROUVES PAR LE FOND LLF EN 2018 ⁽¹⁾				484.00	93.00		391.00
2017	Djibouti	STE	Soutien au projet de renforcement des soins de santé maternelle et infantile	20.00	6.00		14.00
2017	Mauritanie	STE	Soutien au Programme national de santé de la reproduction	2.60	0.78		1.82
2017	Niger	STE	Intensification des efforts de réduction de la mortalité et de la morbidité maternelles et infantiles	40.00	12.00		28.00
2017	Tadjikistan	STE	Amélioration des services de santé maternelle et infantile du District de Dangara	23.00	6.90		16.10
2017	Cameroun	AGR	Contribution à la croissance inclusive renforcée par le développement des chaînes de valeur et de la rentabilité agricoles	33.00	10.00		23.00
2017	Ouganda	AGR	Renforcement de la production et des rendements agricoles par l'amélioration des infrastructures rurales et de l'accès aux services de base.	33.00	10.00		23.00
2017	Guinée	INF	Amélioration des conditions de vie à Conakry et renforcement des infrastructures d'assainissement pour la prévention des risques environnementaux.	54.00	16.00		38.00
MONTANT TOTAL DU PORTEFEUILLE DE PROJETS APPROUVES PAR LE FOND LLF EN 2017 ⁽²⁾				205.60	61.68		143.92
2016	Cameroun	STE	Appui à la prévention de la transmission mère-enfant du VIH/SIDA	40.00	12.00		28.00
2016	Sénégal	STE	Programme de pré-élimination du paludisme	32.00	9.60		22.40
2016	Maroc	STE	Soutien aux communautés de petits exploitants agricoles par le développement rural intégré de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma	90.90	9.00		81.90
2016	Maroc	AGR					
2016	Burkina-Faso Mali Sénégal	AGR	Développement durable du pastoralisme dans le Sahel par le développement des infrastructures, la gestion des ressources naturelles et l'amélioration des chaînes de valeur des petits ruminants	90.03	27.81		62.22
2016	Nigéria	AGR	Développement durable de systèmes de production agropastorale résilients aux chocs climatiques et du marché dans l'Etat de Kano	90.00	9.00		81.00
MONTANT TOTAL DU PORTEFEUILLE DES PROJETS APPROUVES PAR LE FOND LLF en 2016 ⁽³⁾				342.93	67.41		275.52
MONTANT TOTAL DU PORTEFEUILLE DES PROJETS APPROUVES PAR LE FOND LLF - ARRETE AU 31 DECEMBRE 2018 ⁽⁴⁾				1,032.53	222.09		810.44

⁽¹⁾ 7 projets à travers 11 opérations en 2018

⁽²⁾ 7 projets à travers 7 opérations en 2017

⁽³⁾ 5 projets à travers 8 opérations en 2016

⁽⁴⁾ Le montant total des financements approuvés a été ajusté suite à l'annulation de 2 projets et la réaffectation de leurs fonds.

AGR = Agriculture STE = Santé INF = Infrastructure

Montants approuvés et engagés par le Comité



Qu'en disent nos donateurs ?



« En trois ans seulement, des millions de personnes ont bénéficié du Fonds LLF. Nous sommes convaincus qu'avec la poursuite de ses activités, le Fonds nous permettra de réaliser nos objectifs, d'attirer d'autres bailleurs, et d'élargir la couverture géographique des projets financés. »

Mr. Adel Al Hosani, Directeur du Département des Opérations, Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement



« Le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement contribue au Fonds LLF parce qu'il est intimement convaincu de l'importance de la coopération et du partenariat entre institutions nationales et internationales qui aspirent à accompagner les communautés démunies et marginalisées vers la sortie de la misère humaine et l'entrée dans la dignité, en veillant à ne laisser personne derrière, dans le monde entier. »

Dr. Waleed Alwaheeb, Directeur Général Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement



« Il ne fait nul doute que contribuer aux projets du Fonds Lives and Livelihoods (LLF), c'est soulager les nécessiteux et participer au développement des pays ciblés, par le biais de projets mis en œuvre dans les principaux sous-secteurs sociaux. Ceci est en droite ligne de la vision du Centre Roi Salman pour l'aide humanitaire et le secours qui est de tendre la main à tous les démunis sans exception. »

Mr. Ahmed Albaiz, Superviseur Général Adjoint des Opérations et Programmes Centre Roi Salman pour l'Aide Humanitaire et le Secours



« Le Fonds LLF ouvre la possibilité de combler certains déficits qui affectent le financement de l'aide au développement. Il donne l'occasion aux différents partenaires de couvrir un grand nombre de pays, par le biais de son modèle de financement intelligent et innovant. En tant que donateur émergent, le Fonds du Qatar pour le Développement souhaite accentuer sa participation et son implication dans les initiatives de financement innovantes. »

Mr. Ali Bin Abdullah Al-Dabbagh, Directeur Général pour la Planification Fonds du Qatar pour le Développement



Trois projets sous les projecteurs

1.

Amélioration des services de santé maternelle et infantile dans le district de Dangara, Tadjikistan

Année d'approbation : 2017

Valeur du projet : 26 millions USD



Dr Nargis Rakhimova, Représentant Adjoint, par intérim, et Responsable du Programme National sur la Santé de la Reproduction et l'égalité des genres du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), met en relief les défis qui ont mené à ce projet et indique comment celui-ci va améliorer les résultats en matière de santé maternelle et infantile dans le district de Dangara.

Comment la mortalité et la morbidité maternelles et infantiles affectent-elles la vie des populations du Tadjikistan et l'économie du pays ?

La santé maternelle et infantile est une priorité du Gouvernement du Tadjikistan. Bien que le gouvernement et ses partenaires au développement aient beaucoup fait pour améliorer la santé maternelle et infantile dans le pays, il reste de nombreux objectifs à atteindre. Les 2,3% du PIB alloués actuellement au secteur de la santé ne suffisent pas pour assurer des services sanitaires de qualité aux populations, surtout en zone rurale.

La population du Tadjikistan est plutôt jeune. Il n'est pas rare de voir les jeunes filles de 18 ans se marier et tomber enceintes rapidement après leur mariage. C'est le mari et sa famille qui prennent les décisions en matière de santé et il est fait très peu cas de la santé de la femme. L'intervalle entre les naissances est très court, notamment en milieu rural.

◆
LE PROJET DU FONDS LLF
A POUR BUT D'AMÉLIORER
LA QUALITÉ DES SOINS AUX
MÈRES ET AUX ENFANTS
DES ZONES RURALES
RECULÉES, AFIN DE RÉDUIRE
LA MORBIDITÉ ET LA
MORTALITÉ MATERNELLES
ET INFANTILES



Dr Nargis Rakhimova

Les grossesses précoces et multiples engendrent de nombreux problèmes psychologiques et de santé pour les femmes mais aussi pour leurs enfants, d'où un risque énorme de morbidité et mortalité maternelle. Au Tadjikistan, la femme est responsable du fonctionnement de son foyer ainsi que de la santé et de l'éducation des enfants. Elle contribue à l'économie tant familiale que plus large. Le décès d'une femme, surtout si elle à l'âge adulte, est toujours lourd de conséquences pour sa famille, sa communauté et le pays tout entier.

Que faut-il corriger pour améliorer les résultats en matière de santé maternelle et infantile ?

Au Tadjikistan, les soins de santé primaires accusent plusieurs lacunes dont :

- ◆ Les capacités insuffisantes du personnel dans les dispensaires où il n'y a que des infirmiers et sages-femmes et les centres de santé ruraux, deuxième niveau de santé maternelle et infantile ;
- ◆ Les effectifs insuffisants de spécialistes (gynécologues/obstétriciens, néonatalogistes, sages-femmes) au niveau des structures de santé maternelle et infantile ; et
- ◆ Les infrastructures insuffisantes et le manque de médicaments et fournitures médicales.

Les services hospitaliers également, sont affectés par des lacunes dont :

- ◆ Le manque de compétence des praticiens de la santé en programmes fondés sur des preuves ;
- ◆ Le faible niveau de mise en œuvre des normes et protocoles nationaux dû au manque de connaissances et de sensibilisation ;
- ◆ L'absence de services d'urgences obstétricales de qualité ;

- ◆ Le mauvais état des infrastructures et l'insuffisance de matériel ; et
- ◆ Le manque de moyens pour transporter les femmes des zones rurales vers les services d'urgence.

Comment ce projet du Fonds LLF aide-t-il à traiter ces lacunes et autres nécessités dans le système de santé du Tadjikistan ?

Ce projet du Fonds LLF a pour but d'améliorer la qualité des soins aux mères et aux enfants des zones rurales reculées, afin de réduire la morbidité et la mortalité maternelles et infantiles. Il a été conçu à partir des leçons tirées et des réformes en cours dans le secteur de la santé du pays. Il s'attellera à :

- ◆ Renforcer les capacités du secteur hospitalier et des structures de soins de santé primaires et améliorera leurs infrastructures physiques ;
- ◆ Améliorer les services d'urgences obstétricales par un meilleur accès des femmes rurales à des services obstétricaux et de néonatalogie de qualité, pour sauver ainsi des vies en milieu rural ;
- ◆ Aider à la mise en œuvre des normes et protocoles nationaux et améliorer la formation des sages-femmes conformément à la médecine fondée sur des preuves ; et
- ◆ Sensibiliser davantage les populations à l'accès et l'utilisation des services de santé maternelle et infantile de qualité, en les encourageant à participer aux discussions sur les questions de santé.

Qu'est-ce qui rend le financement du Fonds LLF unique et une bonne option pour satisfaire les besoins du Tadjikistan ?

Le projet se concentre sur un domaine prioritaire. Il cible des ODD auxquels il contribue. Le projet a un impact à long terme et permet d'introduire au Tadjikistan une approche globale à l'amélioration de la qualité des soins de santé maternelle et infantile.

Cette approche est essentielle car seule la résolution des nombreux problèmes par le biais du renforcement des capacités institutionnelles et de développement, l'amélioration des infrastructures et l'amélioration de l'approvisionnement en matériel et fournitures médicales, est garante de la réussite.



2.

Projet agro-pastoral de l'Etat de Kano, Nigéria

Année d'approbation : 2016

Valeur du projet : 100 millions USD



Trois parties prenantes donnent leur avis sur les défis qui ont mené au lancement de ce projet, les solutions envisagées et résultats attendus de ces solutions.

M. Malam Ibrahim Garba Mohammed, coordinateur du projet et chef de l'unité de gestion du projet

« Nous espérons que ce projet réduira la pauvreté en créant une chaîne de valeur durable pour une production animale et agricole dans l'Etat de Kano. Ceci va, à son tour, renforcer la sécurité alimentaire des populations vulnérables de l'Etat.

Les trois résultats attendus du projet sont :

- ◆ La gestion durable des pâturages par la création de comités chargés des pâturages de réserve et la mise en œuvre d'un développement des pâturages de subsistance familiaux ;
- ◆ Le développement des chaînes de valeur du lait grâce à l'amélioration de la productivité du bétail, de la collecte et du traitement du lait ainsi qu'une meilleure commercialisation des produits laitiers ;
- ◆ L'amélioration des chaînes de valeur de la viande (bœuf, mouton et chèvre), par l'augmentation de la productivité animale, l'amélioration de la commercialisation des animaux sur pied et la garantie d'une viande traitée selon les normes d'hygiène et donc plus saine ; et

L'augmentation des revenus des ménages grâce aux chaînes de valeur agro-pastorales ; 5 millions de personnes devant bénéficier ainsi du projet. »





S.E. Dr Nasiru Yusif Gawuna, Gouverneur Adjoint et Commissaire à l'Agriculture et aux Ressources Naturelles

« Contribuant pour 22,6% au PIB et employant 70% des 182 millions de population du pays, l'agriculture est une composante majeure de l'économie nigériane. Dans l'Etat de Kano, l'agriculture est le principal employeur et fournit denrées alimentaires et revenus ainsi que les matières premières nécessaires aux industries. Près de 75% de la population est directement ou indirectement engagée dans une activité agricole comme la culture, l'élevage ou la pêche.

Parmi les difficultés que rencontre l'Etat de Kano, on compte la sous-utilisation d'intrants agricoles, le faible recours aux machines et à la technologie ainsi que l'accès limité au crédit. Qui plus est, 40% au moins de la valeur des produits agricoles est perdue, parce que le Nigéria n'a pas la capacité de traiter l'essentiel de sa production agricole suivant les normes internationales. Les marchés locaux ne disposent pas des infrastructures et services de base.

Le projet LLF compte trois volets : l'augmentation de la rentabilité de la production agro-pastorale (avec une amélioration de la production), l'apport de valeur ajoutée et la gestion même du projet. Le renforcement de capacités est quant à lui un thème transectoriel. Le projet vient soutenir les efforts dans un domaine prioritaire, à savoir permettre aux agriculteurs, communauté la plus démunie, de cultiver assez pour nourrir leurs familles et gagner leur vie en vendant l'excédent de production. »

Professor Mahmud Ibrahim Daneji, Chef de l'Office du développement rural et agricole de l'Etat de Kano (KNARDA), agence d'exécution du projet.

« Au Nigéria- et plus particulièrement dans l'Etat de Kano, la pauvreté, l'insécurité alimentaire et le chômage restent des défis considérables. Relever ces défis et réaliser les ODD exigent des efforts plus importants pour le renforcement de la croissance économique inclusive du pays.

La création de financement concessionnel grâce à des subventions significatives fait du Fonds LLF une opportunité unique pour s'attaquer à ces difficultés afin d'accroître la productivité et réduire la pauvreté. Ce projet du Fonds LLF aidera à développer des systèmes de production durables résilients aux chocs climatiques et de marché, en investissant dans les marchés, les institutions et les infrastructures mais aussi dans la gestion et la conservation des ressources naturelles.

Le projet aura un impact positif sur le développement du secteur privé. Un partenaire privé assurera la gestion de certains centres de collecte du lait et les entrepreneurs bénéficieront d'une aide pour développer et gérer la terre pour des usages différents (production de fourrage commercial, de semences de fourrage, etc.). Par ailleurs, le projet offrira des emplois aux jeunes et des infrastructures qui encourageront la création d'entreprises. »



**CE PROJET DU FONDS LLF
AIDERA A DEVELOPPER
DES SYSTEMES DE
PRODUCTION DURABLES
RESILIENS AUX CHOCS
CLIMATIQUES ET DE MARCHE**



Fonds Lives and Livelihoods

Une année à travers trois projets



3.

Projet d'assainissement de Conakry, Guinée

Année d'approbation : 2017

Valeur du projet : 59 millions USD



Mody Mahi Barry, Coordinateur du projet et chef de l'Unité de Gestion du projet et Sory Camara, PDG de l'Agence Nationale de l'Assainissement et de la Sécurité Publique (agence d'exécution) livrent leurs réflexions sur les avantages multiples et très importants de ce projet d'assainissement, pour la population de Conakry.

Comment l'insuffisance des infrastructures d'assainissement et de traitement des eaux et des déchets affecte-t-elle les populations de Conakry et l'économie en général ?

MMB : Le système d'assainissement de Conakry est caractérisé par un déficit considérable d'infrastructures de drainage d'eaux pluviales, de traitement et élimination d'eaux usées et de collecte et élimination de déchets solides. L'approvisionnement en eau potable est tout aussi problématique.

SC : Le mauvais état des infrastructures provoque toutes sortes de difficultés, allant de la pollution de l'eau potable - avec comme corollaire la prolifération de maladies - aux nuisances causées par les mauvaises odeurs, les inondations et la congestion des voies publiques, en passant par les canalisations d'égouts bouchées entraînant la dégradation des routes bitumées. Le coût financier impliqué par la prise en charge des conséquences sur la santé des populations est énorme.

Comment le projet du Fonds LLF va-t-il aider ?

SC : Les fonds du LLF nous permettront de nous attaquer à ces problèmes de plusieurs manières :

- ◆ Le renforcement des capacités matérielles de gestion des déchets solides et liquides ;



- ◆ L'amélioration du cadre d'intervention du secteur privé par l'aménagement de points de consolidation et de sites de transfert ;
- ◆ L'élaboration d'un cadre de gestion impliquant toutes les parties prenantes (ménages, ONG, PME, communautés) ;
- ◆ Le renforcement de capacités du capital humain ; et
- ◆ L'introduction du tri des déchets et leur recyclage.

MMB : Ces activités ciblées vont promouvoir un changement de comportement parmi les populations locales qui protégera les infrastructures. Le matériel et l'entretien seront gérés suivant les principes en vigueur dans le secteur privé afin d'assurer un fonctionnement durable. Ces dispositions accompagnées de bonne gouvernance assureront un bon contrôle du traitement des déchets liquides et solides.

Quels sont les résultats attendus de ce projet ?

SC : Le projet d'assainissement de Conakry permettra de protéger les populations contre les inondations, réduire les risques pour la sécurité et la santé publique, préserver les biens des résidents, sécuriser les routes et protéger les sources d'eau potable contre toute contamination éventuelle. Le projet assurera également la création directe et indirecte d'emplois dans le secteur de l'assainissement.

MMB : Chacune des composantes de ce projet va renforcer les capacités du capital humain. Le renforcement des capacités et rôles des acteurs publics, privés et non-gouvernementaux améliorera tous les maillons de la chaîne d'assainissement. Les PME locales directement impliquées dans la collecte des ordures et la vidange des fosses septiques auront encore plus d'opportunités de générer des revenus et donc de créer des emplois. Nous espérons voir l'amélioration des conditions de vie des populations de Conakry grâce à la gestion durable des déchets solides et liquides, au drainage des eaux pluviales et à des améliorations de la qualité de l'eau.

A long terme, nous attendons des changements dans le comportement des populations, une augmentation des équipements collectifs et infrastructures ainsi qu'une forte implication du secteur privé tout au long du processus de mise en œuvre. Les approches adoptées sur ce projet pourraient profiter à toutes les autres villes guinéennes.

En quoi le financement LLF est- il une excellente option ?

SC : Le financement de projets par le Fonds LLF assure des gains en termes de temps et d'efficacité

et garantit le soutien d'un partenaire institutionnel fiable. La procédure de mobilisation de fonds est assez souple et permet la réduction du coût de la dette.

MMB : Le processus de négociation du Fonds LLF est très diligent et les conditions de mise en œuvre ne sont pas contraignantes. Il s'agit d'un financement adapté aux réalités et besoins du terrain.

Quel conseil donneriez-vous à un pays en développement qui envisage de se lancer dans un projet avec le Fonds LLF ?

SC : J'encouragerais tout pays en développement à solliciter des financements auprès du Fonds LLF. A cet effet, il faudra veiller à des questions telles que les changements de comportement, l'adoption de bonnes pratiques, la mobilisation de fonds additionnels et la nécessité de capitaliser sur les acquis des projets existants. Si vous êtes à la recherche de financement pour un projet, assurez-vous d'être bien préparé avec les données statistiques les plus récentes, de démontrer une promotion de la bonne gouvernance et que le projet sera mis en œuvre avec toutes les parties prenantes.

MMB : Les financements du Fonds LLF sont à la disposition des pays en développement qui poursuivent des politiques sociales en faveur des groupes vulnérables. Le Fonds LLF permet aux pays de mobiliser des ressources financières sans trop affecter leur niveau d'endettement. Il convient de noter que les conditions des financements du Fonds LLF sont bien encadrées et toutes les actions y afférentes sont traçables.



A CONAKRY, NOUS ESPERONS VOIR DES CHANGEMENTS DANS LE COMPORTEMENT DES POPULATIONS, UNE AUGMENTATION DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS ET INFRASTRUCTURES AINSI QU'UNE FORTE IMPLICATION DU SECTEUR PRIVE TOUT AU LONG DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE



Fonds Lives and Livelihoods

Nouveaux projets pour 2018

NIGERIA – PRII (Afrique subsaharienne)

ODD directement couverts : 1, 3, 17

Projet d'intensification du Programme national d'élimination du paludisme

Santé : 100 millions USD

Amélioration de la mise en œuvre et de la participation aux activités de prévention et traitement du paludisme dans des Etats sélectionnés du Nigéria

Partenaires au développement : Banque Africaine de Développement, Banque Mondiale

Résultats attendus :

- ◆ Protection de 80% des foyers par des moustiquaires imprégnées d'insecticide (MILD)
- ◆ Couverture de 80% des polythérapies à base d'artémisinine et prise en charge de bonne qualité
- ◆ Couverture de 80% de la chimioprophylaxie saisonnière du paludisme (CSP) des enfants de moins de 5 ans
- ◆ Meilleure connaissance de la prévention et du traitement du paludisme

Durée envisagée : 3 ans à compter de la mise en vigueur

Statut : en préparation

CAMEROUN – PMMA (Afrique subsaharienne)

ODD directement couverts : 1, 3, 17

Renforcement des systèmes de gestion des soins de santé primaires et des urgences du Cameroun

Santé : 29,4 millions USD

Renforcer l'intégration des systèmes et capacités grâce à une meilleure gestion de la santé publique et des urgences

Résultats attendus :

Système national décentralisé opérationnel de gestion de la santé publique et des urgences avec un programme intégré de santé publique comprenant :

- ◆ La construction et l'équipement d'un centre national de santé publique et 3 centres multirégionaux
- ◆ Le renforcement des centres régionaux de prévention et de lutte contre les épidémies par du personnel mobile qualifié, des ressources et des systèmes robustes de surveillance pour un suivi épidémiologique efficace, et
- ◆ La recherche opérationnelle pour améliorer la lutte contre les maladies infectieuses

Durée envisagée : 5 ans à compter de la mise en vigueur

Statut : en préparation

EGYPTE – PRII (Moyen-Orient)

ODD directement couverts : 3, 17

Fabrication de seringues autodestructrices – Soutien au Programme d'élimination de l'hépatite C

Santé : 40 millions USD

Prévention de la propagation des maladies infectieuses dans les centres de santé égyptiens, pour l'élimination de l'hépatite C d'ici 2030

Partenaire au développement impliqué : Banque Mondiale

Résultats attendus :

- ◆ Usine de fabrication de seringues autodestructrices créée avec une capacité de production de 200 millions d'unités par an
- ◆ Utilisation à 100% de seringues autodestructrices produites localement par les services de vaccination
- ◆ Réduction de la prévalence de l'hépatite C de 10% à 2%
- ◆ Obtention d'une homologation OMS et de la certification ISO pour assurer la compétitivité de l'usine sur les marchés régionaux/internationaux

Durée envisagée : 3 ans à compter de la mise en vigueur

Statut : en préparation

PAKISTAN – PRII (Asie)

ODD directement couverts : 1, 3, 17

Soutien au Programme d'éradication de la poliomyélite (2019-2021)

Santé : 100 millions USD

Appuyer la troisième phase du Programme national d'éradication de la poliomyélite

Partenaires au développement impliqués :

Organisation Mondiale de la Santé, *Save the Children*

Résultats attendus :

- ◆ Eradication du poliovirus et de la menace de résurgence
- ◆ Maintien des niveaux d'immunisation des populations pour prévenir la transmission
- ◆ Augmentation des taux de couverture pour les autres vaccins essentiels pour une réduction effective de la mortalité et des charges de la maladie chez les enfants de moins de 5 ans

Durée envisagée : 3 ans à compter de la mise en vigueur

Statut : en préparation



GAMBIE/ GUINEE/ NIGER/ SENEGAL/ SIERRA LEONE – PMMA (Afrique subsaharienne)

ODD directement couverts : 1, 2, 5, 17

Projet de développement de la chaîne de valeur du riz

Agriculture : 100,5 millions USD

Aider les gouvernements concernés à réaliser une autosuffisance alimentaire en riz en comblant leur énorme déficit et réduire ainsi leurs dépenses au titre de l'importation du riz

Partenaires au développement : Banque Africaine de Développement, BADEA

Résultats attendus :

Impact sur les vies et les moyens de subsistance :

- ◆ Déficit en riz comblé en passant de 5 à 25% par pays et création de 175000 emplois dans la production de semences et de riz paddy, ainsi que dans le décorticage du riz
- ◆ Amélioration du revenu à l'hectare des agriculteurs de 69%

Principaux résultats en termes agricoles :

- ◆ Production et distribution de 200.000 tonnes de semences de qualité
- ◆ Augmentation de 40% des rendements des cultures pour 3 types de systèmes de production

Durée envisagée : 3 ans à compter de la mise en vigueur

Statut : Projet approuvé par le Conseil d'Administration de la BID en décembre 2018

INDONESIE – PRII (Asie)

ODD directement couverts : 1, 2, 17

Développement de systèmes d'exploitation agricole intégrés dans les régions montagneuses.

Agriculture : 66 millions USD

Sortir de la pauvreté les populations les plus démunies des territoires de montagnes en améliorant les capacités de production agricole

Partenaire au développement : FIDA

Résultats attendus :

- ◆ 25.000 ménages bénéficieront de fonds, d'assistance technique et des services agricoles
- ◆ Augmentation de l'accès à la propriété et de l'acquisition de biens pour 20.000 ménages
- ◆ Bénéfices et impact positif pour 15.000 femmes et 10.000 jeunes

Durée envisagée : 5 ans à compter de la mise en vigueur

Statut : en préparation

CÔTE-D'IVOIRE – PMMA (Afrique subsaharienne)

ODD directement couverts : 1, 3, 6, 11, 17

Projet d'eau et d'assainissement pour Abidjan et 15 villes secondaires

Infrastructures de base : 49,2 millions USD

Aider à l'amélioration des services de traitement des eaux et d'assainissement d'Abidjan et de 15 villes secondaires (provinces)

Partenaires au développement : recherché actuellement par le gouvernement

Résultats attendus :

- ◆ Services d'assainissement améliorés pour 7.366.519 habitants
- ◆ Réduction du nombre de décès causés par la diarrhée de 500.000 en 2016 à 250.000 en 2025
- ◆ Réduction du nombre de décès causés par le paludisme de 4.431 en 2016 à 2.000 en 2025
- ◆ Création de milliers d'emplois permanents et temporaires

Durée envisagée : 4 ans à compter de la mise en vigueur

Statut : en préparation



➤ Perspectives d'Avenir



2019 : Année de décaissements accrus

L'année 2019 représente une année charnière pour le Fonds LLF avec l'entrée du Fonds dans la seconde moitié de son cycle initial.

A fin 2018, le portefeuille actif du Fonds comprend 19 projets dont 29% sont déjà en cours de décaissement et quelques 65% sont entre signature d'accords de financement et entrée en vigueur ; les 6% qui restent, étant en cours de préparation.

En 2019, le Fonds LLF mettra particulièrement l'accent sur l'accélération des projets afin de réaliser davantage de décaissements, car ces derniers sont déjà prêts à produire les résultats attendus. Cela sera facilité par le déploiement, dans les bureaux de liaison et sur le terrain, d'un plus grand nombre de chargés de projets.

Le déploiement des projets est matérialisé par les décaissements et l'utilisation des fonds décaissés permet d'obtenir les résultats attendus. Compte tenu des caractéristiques fondamentales de la finance islamique, les décaissements signifient que les actifs prennent forme et que les vies et moyens d'existence des populations concernées commencent à être positivement impactées.



EN 2019, LA PRIORITE DU FONDS SERA D'ACCELERER LE DEPLOIEMENT DES PROJETS ET LE TRANSFERT DES RESSOURCES AUX PAYS MEMBRES

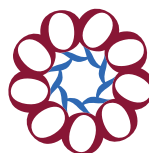


La Présidence du Fonds LLF va changer en 2019

Le témoin de la Présidence passera du Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID) au Fonds du Qatar pour le Développement (QFFD)



Dr. Waleed Alwaheeb
Directeur Général du FSID



QATAR FUND FOR DEVELOPMENT
مندوق قطر للتنمية

Mr. Ali Bin Abdullah
Directeur Général Adjoint chargé de la Planification, QFFD





Accélérer les nouveaux projets

Le portefeuille du Fonds LLF a été enrichi en octobre 2018 avec sept nouveaux projets.

L'Unité de Gestion du Fonds LLF devra travailler avec les équipes sectorielles pour les faire avancer, en exploitant les changements intervenus récemment dans le modèle d'entreprise et le modèle opérationnel de la BID. L'objectif sera de développer ces nouveaux projets rapidement et efficacement, conformément aux normes requises pour leur mise en œuvre et décaissements.

Parmi les autres activités majeures de 2019 figurent une interaction et une collaboration plus proactives avec les donateurs, une gestion plus efficace de notre réseau d'acteurs extérieurs, le renforcement de l'efficacité des activités sous-jacentes et l'élaboration du rapport annuel 2019.



« Nous nous réjouissons de toute la confiance placée en nous pour la prospection de nouveaux membres potentiels qui se joindraient au partenariat innovant initié par le Fonds LLF »

Dr. Mohamed Jouini,
Vice-président, Développement de Partenariats, BID



« Nous avons pour objectif, en 2019, de soutenir l'accélération des décaissements et de la mise en œuvre des projets LLF dans les pays membres afin de nous rapprocher de notre ambition ultime : transformer les vies et conditions de vie des populations les plus nécessiteuses »

Dr. Waleed Ahmad J. Addas,
Directeur de l'Unité de Gestion du Fonds LLF



P Parmi les autres activités majeures de 2019 figurent une interaction et une collaboration plus proactives avec les donateurs



Fonds Lives and Livelihoods

Rapport du Commissaire aux comptes

Rapport du Commissaire aux comptes

Excellences, Monsieur le Président et Messieurs les Membres du Comité d'Impact

Fond LLF
Djeddah
Royaume d'Arabie Saoudite

Rapport sur les états financiers

Nous avons vérifié le bilan ci-joint du Fonds LLF ("le Fonds") de la Banque Islamique de Développement au 31 décembre 2018, ainsi que les documents connexes relatifs au compte de résultat, aux flux de trésorerie et aux variations de l'actif net de l'exercice clos à cette date. Ces états financiers et l'engagement du Fonds à mener ses activités conformément à la charia relèvent de la responsabilité des gestionnaires du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre vérification.

Notre audit a été réalisé en conformité avec les normes OCAIFI pour les institutions financières islamiques. Ces normes nous obligent à planifier et à réaliser notre vérification de manière à obtenir une assurance raisonnable quant à l'absence d'inexactitudes significatives dans les états financiers. Une vérification consiste à obtenir, par sondages, des éléments probants justifiant les montants et informations figurant dans les états financiers. Une vérification consiste également à porter une appréciation sur les principes comptables utilisés et les estimations importantes retenues par la Direction, et à évaluer la présentation générale des états financiers. Nous estimons que les éléments recueillis dans le cadre de cette vérification sont suffisants pour fonder raisonnablement notre opinion.

Opinion

À notre avis, les états financiers susmentionnés reflètent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 décembre 2018, ainsi que le résultat de ses opérations et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et principes de la charia, tels que déterminés par le comité compétent au sein de la Banque Islamique de Développement, et aux normes de comptabilité financière émises par l'OCAIFI.



Pour Ernst & Young

Ahmed I. Reda
Expert-Comptable Agrée
Agrément n° 356
15 Avril 2019
10 chaâbane 1440



Djeddah

18/41/MNA



Bilan

Exercice clos le 31 décembre 2018

(Montants en USD, sauf indication contraire)

	Notes	2018	2017
Liquidités et quasi-liquidités	4	29 628 925	46 515 425
Placements en marchandises	5	117 369 368	81 784 598
Contributions à recevoir des donateurs	6	-	19 468 282
Autres actifs	7	1 171	-
Total Actif		146 999 464	147 768 305
Passif			
Montant à verser aux parties apparentées	10	158 543	223 463
Produits à recevoir et autres éléments de passif	11	348.266	534 412
Total Passif		506.809	757 875
Actifs nets		146 492 655	147 010 430
Représentés par :			
Subventions versées par les donateurs	8	143 436 601	145 413 998
Montant de la réserve	8.9	3 056 054	1 596 432
		146 492 655	147 010 430

Compte de résultat

Exercice clos le 31 décembre 2018

(Montants en USD, sauf indication contraire)

	Notes	Pour l'exercice clos au 31 décembre 2018	Pour l'exercice clos au 31 décembre 2017
Revenu provenant de :			
Subventions versées par les donateurs	12	2 509 115	65 351
Placements en marchandises		2 678 485	554 934
Revenu lié aux services conseil		406 569	62 271
Transfert à partir de la Réserve	9	1 218 863	643 158
Revenu net avant charges d'administration et d'exploitation		6 813 032	1 325 714
Frais liés aux subventions	13	(999.983)	(580.937)
Services conseil		(2.509.115)	(65.351)
Services conseil		(406.569)	(62.271)
Frais de préparation de projets	14	(218.880)	(62.221)
Total charges administratives et d'exploitation		(4.134.547)	(770.780)
Revenu net avant transfert des produits de placement à la Réserve des donateurs		2 678 485	554 934
Transfert des produits de placement à la Réserve des donateurs	15	(2.678.485)	(554.934)
Bénéfice net de l'exercice		-	-



États des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 décembre 2018

(Montants en USD, sauf indication contraire)

	Notes	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux opérations			
Revenu net avant transfert des produits de placement à la Réserve des donateurs		2 678 485	554 934
Variations de l'actif et du passif opérationnels			
(Baisse) / hausse du montant à verser aux parties apparentées		(4.044.069)	(1.031.348)
(Baisse) / hausse des charges accumulées et autres éléments de passif		(186.146)	-
Récipissé au titre des subventions fournies pour les services de conseil		250 000	-
Liquidités nettes générées par les activités d'exploitation		(1.301.730)	(476.414)
Flux de trésorerie liés aux activités de placement			
Placements en marchandises	5	(35.584.770)	(81.784.598)
Liquidités nettes utilisées pour activités de placement		(35.584.770)	(81.784.598)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Contributions des donateurs	8.6	20 000 000	83 268 513
Liquidités nettes à partir des activités de financement		20 000 000	83 268 513
Variations nettes des liquidités et quasi-liquidités		(16.886.500)	1 007 501
Liquidités et quasi-liquidités en début de l'exercice		46 515 425	45 507 924
Liquidités et quasi-liquidités à la clôture de l'exercice/de la période	4	29 628 925	46 515 425
Transactions hors caisse			
Variation nette du montant de la réserve		1 459 622	1 404 317

Etat des variations de l'actif net

pour l'exercice clos au 31 décembre 2018

(Montants en USD, sauf indication contraire)

	2018	2017
Actifs nets en début d'exercice	147 010 430	74 112 383
Contributions pour l'exercice	531 718	73 051 622
Ajustement du montant des réserves	1 459 622	(88.224)
Frais liés aux subventions	(2.509.115)	(65.351)
Actifs nets en fin d'exercice	146 492 655	147 010 430



Tableau des contributions des donateurs

Les variations enregistrées sur les contributions des donateurs sont présentées ci-après (Montants USD, sauf indication contraire)

	Fonds de solidarité islamique pour le développement		Fondation Bill et Melinda Gates		Fonds du Qatar pour le développement		Centre Roi Salman pour l'aide humanitaire et le secours		Fonds d'Abu Dhabi pour le développement		Total	
	Montant des réserves	Disponible pour décaissement	Montant des réserves	Disponible pour décaissement	Montant des réserves	Disponible pour décaissement	Montant des réserves	Disponible pour décaissement	Montant des réserves	Disponible pour décaissement	Montant des réserves	Disponible pour décaissement
Solde au 31 décembre 2017	79 546	19 724 819	59 516	14 758 109	21 960	9 761 951	79 545	19 724 818	39 772	9 862 347	280 339	73 832 044
Contributions de la période	-	19 468 281	-	14 566 168	-	9 705 337	-	19 577 694	-	9 734 142	-	73 051 622
Affectation à la réserve	409 150	(409.150)	306 126	(306.126)	75 314	(75.314)	409 150	(409.150)	204 577	(204.577)	1 404 317	(1.404.317)
Frais de gestion	(178.849)	-	(133.815)	-	-	-	(178.849)	-	(89.424)	-	(580.937)	-
Frais de préparation des projets	(16.634)	-	(12.445)	-	(8.191)	-	(16.634)	-	(8.317)	-	(62.221)	-
Produits des placements	221 090	-	111 434	-	86 358	-	25 507	-	110 545	-	554 934	-
Frais liés aux subventions	-	(11.335)	-	(8.481)	-	(28.531)	-	(11.336)	-	(5.668)	-	(65.351)
Solde au 31 décembre 2017	514 303	38 772 615	330 816	29 009 670	175 441	19 363 443	318 719	38 882 026	257 153	19 386 244	1 596 432	145 413 998
Contributions de la période	-	-	-	-	-	-	-	531 718	-	-	-	531 718
Affectation à la réserve	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais de gestion	(307.858)	-	(230.340)	-	-	-	(307.858)	-	(153.927)	-	(999.983)	-
Frais de préparation des projets	(58.514)	-	(43.781)	-	(28.814)	-	(58.514)	-	(29.257)	-	(218.880)	-
Produits des placements	759 208	-	543 530	-	353 726	-	642 418	-	379 603	-	2 678 485	-
Frais liés aux subventions	-	(512.454)	-	(383.418)	-	(844.562)	-	(512.453)	-	(256.228)	-	(2.509.115)
Solde au 31 décembre 2018	907 139	38 260 161	600 225	28 626 252	500 353	18 518 881	594 765	38 901 291	453 572	19 130 016	3 056 054	143 436 601



Fonds Lives and Livelihoods

Message du Directeur de l'UGLLF

► Message du Directeur de l'Unité de Gestion du Fonds LLF



L'année 2018 a été un jalon important dans le développement du Fonds LLF.

En effet, après deux années de consolidation de nos efforts pour une gestion efficiente des activités du Fonds, nous nous sommes

concentrés sur la qualité de la conception et les outils de réalisation des projets, en recherchant la plus large participation des donateurs internationaux possible et l'élargissement de la couverture géographique de notre pipeline des nouveaux projets au titre de l'année 2018. D'autre part, nous avons mis en place les politiques et outils de gestion nécessaires pour accélérer la préparation des futurs projets et le déploiement du portefeuille des projets actifs.

Par ailleurs, nous avons démarré une intense collaboration avec les équipes du département Opérations Pays et du département des Pratiques Globales de la BID, en vue d'accélérer les projets approuvés. Ceci a permis de faciliter l'alignement stratégique et sectoriel des nouveaux projets, ainsi que la signature de nouveaux accords de financement pour initier les premiers décaissements.

Nous avons également accompli de nombreuses tâches et plusieurs missions sur le terrain, pour le lancement des projets du Fonds LLF qui nécessitaient un suivi de près et des ateliers sur la passation de marché anticipée, en étroite collaboration avec les centres régionaux et bureaux de liaison. Nous avons profité de la décentralisation et de la transformation organisationnelle de la Banque pour travailler avec les dirigeants des bureaux régionaux qui jouent le rôle d'ambassadeurs du Fonds LLF et de points focaux dans les régions qu'ils couvrent. Les avantages de la décentralisation sont désormais évidents, notamment lorsque les interventions ciblées ont pour but de régler des problèmes spécifiques, comme dans le cas du projet multisectoriel au Maroc.

L'équipe de gestion du Fonds LLF a également joué un rôle important dans l'élaboration de nouvelles stratégies de passation de marchés et collaboré activement avec le département Qualité et Résultats des Opérations, pour l'amélioration de la conception des projets et l'accélération du traitement du portefeuille actif, après l'audit approfondi du portefeuille LLF. L'analyse menée, les difficultés rencontrées et les solutions proposées ont contribué à la définition d'un nouveau cadre et d'un plan d'action destinés à améliorer la gestion et la réalisation de tous les projets de la BID, y compris ceux du Fonds LLF.

Un objectif important de cette année a été atteint avec l'implication d'un plus grand nombre de donateurs dès les premiers stades de la conception des projets. Les discussions à cet effet ont permis d'arriver à une compréhension partagée de la spécificité de la coopération pour le développement et des conditions prévalant dans chaque pays concerné. Cette collaboration a été complétée par des rapports réguliers sur plusieurs indicateurs clé de performance opérationnelle et financière. Nous avons en outre pu exploiter la riche expérience et les avis variés des donateurs, au profit du Fonds.

Ainsi, en août 2018, nous avons organisé avec succès la première réunion du Comité de Revue Technique (CRT), à Londres. Les travaux intenses du comité ont jeté les bases de la réussite de la troisième réunion du Comité d'Impact qui s'est tenue à Djeddah en octobre 2018 qui a pris plusieurs décisions majeures et approuvé le pipeline de nouveaux projets le plus important à ce jour, permettant ainsi aux approbations totales nettes du Fonds de franchir la barre du milliard USD.

Au cours de l'année 2018, nous avons lancé un nouveau tableau de bord avec des outils de gestion dédiés au suivi efficace des indicateurs clé de performance. Nous pouvons désormais mieux gérer et suivre chaque projet et évaluer tout notre portefeuille par rapport à ces objectifs. Nous avons renforcé la vision du Fonds et eu accès à de nouveaux partenaires, grâce à notre présence en ligne (nouveau site internet de la BID, page du Fonds LLF, Wikipédia), le recours aux media sociaux comme supports professionnels (exemple : Twitter) et la participation aux grands événements internationaux.

S'agissant du développement des partenariats, le DFID, invité comme observateur à la première réunion du CRT et à la troisième du Comité d'Impact, devrait rejoindre le pacte du Fonds LLF dans un proche avenir. Il est gratifiant d'observer que la troisième réunion du Comité d'Impact a accepté dans le principe l'admission du DFID comme nouveau membre du Fonds LLF.

Nous reconnaissons qu'il faut accélérer le décaissement des fonds approuvés et nous en ferons notre principal objectif pour 2019 et au-delà. Nous mettrons tout en œuvre pour nous rapprocher de notre ambition ultime, à savoir : transformer les vies et les moyens d'existence des populations les plus nécessiteuses en les aidant à se sortir de la pauvreté absolue. C'est bien là l'ambition ultime du Fonds LLF et je voudrais remercier très sincèrement tous nos partenaires et autres parties prenantes, pour leur soutien sans faille dans notre poursuite de ce noble objectif.

Dr. Waleed Ahmad J. Addas

Directeur de l'Unité de Gestion du Fonds LLF



Qu'en disent nos donateurs ?



« Le Milliard de dollars USD de financement concessionnel est la preuve la plus éloquente du soutien crucial que le Fonds LLF apporte pour aider à transformer la vie des plus démunis. Le déploiement rapide de ces projets aura des effets particulièrement bénéfiques pour les communautés en élevant le niveau de vie dans les pays qui en ont le plus besoin. »

**Mr. Ahmed AL-Kalbani, Chef Economiste
Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement**



« Il est essentiel qu'à ce stade de développement du Fonds LLF, nous envisagions des solutions innovantes qui assureront la réalisation plus rapide des objectifs visés, tout en assurant la pérennité à long terme des ressources du Fonds. »

**Mr. A. Khemais El Gazzah, Responsable de la Mobilisation
de Ressources pour les programmes du FSID et Conseiller
Principal du Directeur Général du FSID
Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement**



« Tous les pays participant au Fonds, directement ou indirectement, contribuent à soulager la souffrance des pays dans le besoin et participent donc à la renaissance des pays et à leur développement dans tous les domaines. Nous prions pour que cette initiative se poursuive et finance ces projets de développement pendant des années et des années encore. »

**Mr. Sultan Al Molafkh, secrétaire
Centre Roi Salman pour l'Aide Humanitaire et le Secours**



« Les objectifs stratégiques du Fonds du Qatar pour le Développement (QFFD) sont de soutenir les pays en développement en renforçant la coopération et les partenariats pour réaliser un impact plus important. Le fonds LLF permet au QFFD d'utiliser sa contribution comme catalyseur de finances publiques pour un portefeuille dont la composition devrait assurer la pérennité. La stratégie du QFFD vise, entre autres, la santé et l'autonomisation économique qui sont deux domaines d'intérêt majeurs du Fonds LLF. »

**Mr. Youssef Heneine, Conseiller Supérieur
Fonds du Qatar pour le Développement**

Remerciements

L'élaboration de ce rapport a été rendue possible grâce au soutien et aux conseils de plusieurs personnes et organisations donatrices énumérées ci-dessous.



Fonds d'Abou Dhabi pour le Développement (ADFD)

Agence d'aide extérieure mise en place par le gouvernement d'Abou Dhabi pour aider les pays en développement à atteindre leur croissance économique durable et réduire la pauvreté. Elle met à disposition des ressources financières, conclut des partenariats avec les secteurs public et privé, et applique les meilleures pratiques internationales pour assurer l'efficacité de l'aide.



Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF)

Fondation dont l'action porte sur les domaines où les besoins sont les plus pressants à travers le monde. Ses domaines d'intervention offrent la possibilité d'améliorer de manière spectaculaire la qualité de la vie de milliards de personnes. Elle développe des partenariats pour réunir des ressources et des compétences autour d'une vision et collabore avec les organisations mondiales de premier plan pour identifier les problèmes, rechercher des solutions, et susciter le changement.



Centre Roi Salman pour l'aide humanitaire et le secours (KSRelief)

Centre de secours et d'aide humanitaire, le Centre Roi Salman a pour mission de fournir et de coordonner l'aide internationale destinée aux communautés en situation de crise, à atténuer les souffrances, et à pourvoir aux besoins essentiels afin que tout un chacun puisse mener une vie décente.



Banque Islamique de Développement (BID)

Institution financière islamique internationale qui a pour objectif de favoriser le développement économique et le progrès social de ses pays membres et au sein des communautés musulmanes, conformément aux principes de la charia, la loi islamique.



Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID)

Fonds dont la vocation est d'œuvrer pour la réduction de la pauvreté dans ses pays membres. Il s'efforce de promouvoir une croissance favorable aux pauvres et met l'accent sur le développement humain, notamment à travers l'amélioration des systèmes de santé et d'éducation. Il apporte un soutien financier au renforcement des capacités productives et vise à garantir aux pauvres un revenu durable via le financement des opportunités d'emploi, l'accès au marché, en particulier pour les pauvres en milieu rural, et l'amélioration des infrastructures de base dans les zones rurales et périurbaines.



Fonds du Qatar pour le Développement (QFFD)

Fonds dont la responsabilité consiste à gérer l'aide au développement internationale et l'aide extérieure du Gouvernement du Qatar. Depuis 2012, le QFFD offre aux pays en développement de l'aide, conformément aux objectifs de coopération internationale inscrits dans la Vision nationale du Qatar à l'horizon 2030 et aux meilleures pratiques et normes. L'objectif principal du QFFD est la réalisation d'un développement inclusif et durable, par le biais d'interventions ciblant les questions prioritaires telles que l'éducation, la santé et l'autonomisation économique.



صندوق أبوظبي للتنمية
ABU DHABI FUND FOR DEVELOPMENT

BILL & MELINDA
GATES foundation

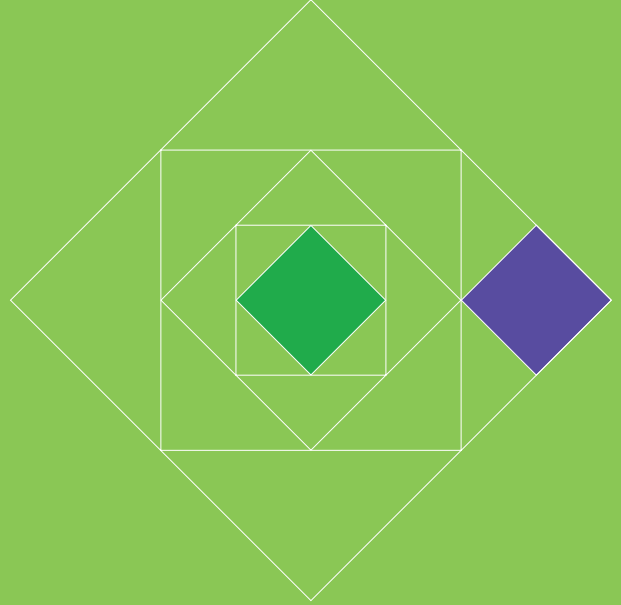
IsDB 
البنك الإسلامي للتنمية
Banque Islamique de Développement



مركز الملك سلمان للإغاثة والأعمال الإنسانية
KING SALMAN HUMANITARIAN AID & RELIEF CENTRE



QATAR FUND
FOR DEVELOPMENT
صندوق قطر للتنمية



Lives and
Livelihoods
Fund

Pour nous contacter :

Mme Alaa Abdullati
Assistant Exécutif
Lives and Livelihoods Fund Management Unit

Téléphone : +966 (12) 646 7012

Fax : +966 (12) 637 1334

Email : aabdullati@isdb.org

<https://www.isdb.org/partnership/lives-and-livelihoods-fund>